

ECO

LODJ

PME

TPE

STARTUP

BUSINESS

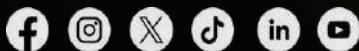
15 SEPTEMBRE 2025

www.lodj.ma



LE MAROC FACE À SES ÉQUILIBRES :
CROISSANCE , POUR QUI ?
DÉFICIT POUR QUI ?

@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

**Le Maroc face à ses équilibres :
croissance , pour qui ? Déficit pour qui ?**

Déficit budgétaire : un répit conjoncturel ou une vraie trajectoire durable ?

Finance verte : le Maroc capte 634 millions \$ de la BERD, mais saura-t-il transformer l'essai ?

Logistique et compétitivité : le Maroc se rêve en hub industriel régional

Dettes publiques : quand le marché obligataire teste la soutenabilité budgétaire du Maroc

Pouvoir d'achat : la stagnation silencieuse qui fragilise les ménages marocains

Tourisme 2025 : croissance record, mais quelle durabilité pour le Maroc ?

Intelligence artificielle : le Maroc entre promesses technologiques et nécessité de régulation

Exportations et attractivité : le Maroc cherche son second souffle

PME marocaines : résisteront-elles à la vague des investissements étrangers ?

flash-éco

L'immobilier marocain face au Flottement du dirham..

Vive la pastèque marocaine : triomphe ou mirage ?

Enfin, nos doctorants découvrent l'IA et le cloud... en Chine

Cap sur l'impasse ? Quand la dette grignote l'avenir productif de la France..

Maroc : des progrès indéniables face à la pauvreté, mais des inégalités tenaces

Pourquoi Donald Trump veut prendre le contrôle de la réserve fédérale des Etats-unis ?

ECO
BUSINESS

LODJ



Imprimerie Arrissala

15

SEP | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA – SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI – AICHA BOUSKINE – SOUKAINA BENSALIM – MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI – MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

LE MAROC FACE À SES ÉQUILIBRES : CROISSANCE, POUR QUI ? DÉFICIT POUR QUI ?

Chaque semaine, les chiffres s'accumulent, les rapports tombent, les annonces fusent. Le Maroc réduit son déficit budgétaire, attire des financements verts, signe des contrats logistiques d'envergure, lève des milliards sur le marché obligataire, enregistre un record de touristes, lance une chaire en intelligence artificielle, promeut ses exportations et capte toujours plus d'investissements étrangers. L'image d'un Royaume en mouvement s'impose : celle d'une économie qui sait séduire et tenir le cap malgré les turbulences mondiales. Pourtant, derrière cette dynamique apparente, une question essentielle demeure : cette croissance profite-t-elle réellement à la majorité des Marocains ?

Des chiffres flatteurs, des réalités plus contrastées

Le gouvernement met en avant un déficit budgétaire ramené à 3,5 % du PIB, un taux de croissance attendu à 4,6 % et des transferts record des MRE. Ces résultats sont réels et méritent d'être salués. Mais ils reposent en grande partie sur des facteurs conjoncturels : rebond du tourisme, baisse de l'inflation mondiale, soutien de la diaspora. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages stagne depuis 2014, rongé par l'inflation sectorielle (alimentation, logement, transport) et par des salaires qui progressent trop lentement. La classe moyenne, souvent brandie comme pilier de la stabilité, se retrouve sous tension. Elle incarne le paradoxe du modèle marocain : une économie qui affiche de bons indicateurs macroéconomiques,

mais dont les fruits se font attendre dans la vie quotidienne.

Le pari de l'attractivité

L'AMDIE multiplie les missions à l'international, Tanger Med continue de battre des records, les géants de l'automobile, de l'aéronautique ou de l'agroalimentaire investissent massivement. L'image est séduisante : un Maroc qui se vend bien à l'étranger et qui capte des flux financiers impressionnants. Mais l'attractivité n'est pas une fin en soi. Elle doit être au service du développement national. Or, les PME, colonne vertébrale de l'économie, restent souvent exclues des grands écosystèmes. La compétition avec les multinationales les marginalise,

faute d'accès au financement, de productivité et d'accompagnement. Si cette fracture persiste, le risque est de voir se développer une économie à deux vitesses : moderne, exportatrice et branchée aux chaînes mondiales d'un côté ; fragile, informelle et sous-productive de l'autre.



CONCLUSION

l'heure des choix

Le Maroc est aujourd'hui à la croisée des chemins. Il peut continuer à séduire les investisseurs étrangers, à accumuler des records de touristes et à célébrer ses grands projets. Mais sans une redistribution plus équilibrée des fruits de cette croissance, le modèle risque de perdre sa légitimité sociale.

Un hebdomadaire économique ne doit pas seulement raconter les chiffres et les contrats. Il doit aussi interroger leur sens : à quoi sert d'attirer des milliards si le panier de la ménagère reste vide ? À quoi sert d'ériger des hubs logistiques ultramodernes si la PME locale peine à survivre ? À quoi sert de former des élites numériques si les inégalités territoriales s'accroissent ?

Notre conviction est claire : la croissance marocaine doit désormais se juger à l'aune de sa capacité à améliorer la vie quotidienne. Moins de discours comptables, plus de justice sociale. C'est à cette condition que le Maroc pourra transformer ses atouts en véritable puissance économique régionale.

Les défis à venir

Les neuf articles que nous publions cette semaine dressent un panorama précis de ces tensions. Ils montrent que le Maroc a des atouts considérables – position géographique, stabilité politique, infrastructures modernes, transition énergétique ambitieuse – mais qu'il lui reste à transformer ces avantages en gains tangibles pour la population.

Le défi est triple :

1. Assurer la soutenabilité budgétaire dans un contexte où la dette publique pèse de plus en plus lourd.
2. Diversifier les exportations et éviter une dépendance excessive à quelques secteurs ou marchés.
3. Relancer le pouvoir d'achat en faisant en sorte que la croissance se traduise en emplois décents, en salaires dignes et en services publics accessibles.



DÉFICIT BUDGÉTAIRE : UN RÉPIT CONJONCTUREL OU UNE VRAIE TRAJECTOIRE DURABLE ?

Le gouvernement marocain a annoncé une réduction notable du déficit budgétaire, passé de 7,1 % du PIB il y a quelques années à environ 3,5 % en 2025. À première vue, le signal est positif : les finances publiques semblent respirer, le pays affiche une discipline budgétaire louable et les grands équilibres paraissent sous contrôle. Mais derrière ce chiffre encourageant, se cache une question centrale : cette amélioration est-elle le fruit d'une stratégie solide ou simplement le résultat d'une conjoncture favorable ?

La mécanique d'un déficit sous pression

Le déficit budgétaire, qui représente l'écart entre les recettes et les dépenses de l'État, est un indicateur clé de la santé économique. En période de ralentissement, il tend à se creuser, car les recettes fiscales baissent tandis que les dépenses sociales augmentent. Le Maroc n'a pas échappé à cette logique, particulièrement au plus fort de la pandémie de Covid-19 et face aux chocs inflationnistes importés.

Ces dernières années, le Trésor a dû recourir massivement à l'endettement pour financer des programmes sociaux d'urgence, des subventions aux produits de base et des plans d'investissement. Le déficit avait ainsi atteint 7,1 % du PIB, un niveau jugé préoccupant par les institutions financières.

Le retour à 3,5 % en 2025 semble donc spectaculaire. Mais il mérite d'être examiné dans le détail.

Des recettes fiscales dynamiques... mais fragiles

La première explication tient à la progression des recettes fiscales. L'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu ont connu une hausse, portée par une croissance estimée à 4,6 % cette année. Le rebond du tourisme, des exportations et des transferts des MRE – qui ont franchi le cap des 82 milliards de dirhams – a contribué à gonfler la base taxable.

À cela s'ajoute un effort notable de digitalisation de l'administration fiscale et douanière, qui a amélioré le recouvrement et réduit certaines poches d'évasion. Le discours officiel insiste sur cette « modernisation », perçue comme une arme contre l'informel et la fraude. Mais ces recettes restent fortement dépendantes de secteurs cycliques : le tourisme est vulnérable aux crises internationales, et les transferts des MRE fluctuent selon la conjoncture européenne. Autrement dit, la manne fiscale pourrait s'avérer moins robuste que prévu en cas de retournement mondial.

Une maîtrise relative des dépenses

Côté dépenses,

le gouvernement met en avant une rationalisation des charges publiques. Les investissements ont été recentrés sur des projets jugés stratégiques, comme les infrastructures logistiques, la transition énergétique ou la santé. Le registre social unifié a permis de mieux cibler les aides, limitant certaines fuites financières.

Cependant, la masse salariale de la fonction publique continue de peser lourd : près de 11 % du PIB. Les dépenses de compensation, bien qu'en diminution grâce à la baisse des cours mondiaux de l'énergie, représentent toujours une contrainte. Et surtout, les grands chantiers sociaux – généralisation de la couverture médicale, réhabilitation des hôpitaux, aides directes aux ménages vulnérables – nécessiteront des budgets croissants dans les années à venir.

La maîtrise des dépenses, si elle existe, n'est donc pas un acquis durable.



La dette publique, l'ombre au tableau

Un déficit réduit ne signifie pas pour autant une dette allégée. L'encours de la dette publique du Maroc dépasse toujours les 70 % du PIB. Or, la hausse récente des taux d'intérêt sur les obligations du Trésor, qui a atteint 2,47 % pour les maturités à 5 ans, montre que le financement du déficit devient plus coûteux.

Cela pose une question : le Maroc pourra-t-il maintenir une trajectoire de réduction du déficit tout en finançant ses besoins massifs en infrastructures et en politiques sociales ? La soutenabilité de la dette dépendra de la capacité du pays à maintenir une croissance robuste et à diversifier ses sources de financement, notamment via les investissements étrangers.

Entre répit conjoncturel et choix structurels

Si le chiffre de 3,5 % témoigne d'une embellie, il ne doit pas masquer les vulnérabilités. Une partie de cette amélioration est liée à un contexte favorable : baisse de l'inflation mondiale, redressement du tourisme, flux massifs des MRE. Rien ne garantit que ces facteurs se maintiendront.

La vraie question réside dans la capacité du gouvernement à transformer ce répit en trajectoire durable. Cela suppose :

Une réforme fiscale profonde, élargissant la base contributive et réduisant les niches.

Une gestion rigoureuse des dépenses publiques, avec des priorités claires.

Une gouvernance renforcée, afin que les projets d'investissement soient réellement productifs.

CONCLUSION

un équilibre encore fragile

La réduction du déficit budgétaire est une victoire politique et symbolique pour l'exécutif. Elle montre que le Maroc sait redresser la barre après des années difficiles. Mais pour un hebdomadaire économique, l'analyse doit aller au-delà du chiffre. L'équilibre reste fragile, et les prochains chocs mondiaux – qu'ils soient financiers, climatiques ou géopolitiques – mettront à l'épreuve cette trajectoire.

Le défi pour Rabat est clair : passer d'une réduction conjoncturelle du déficit à une consolidation structurelle des finances publiques. En d'autres termes, transformer un résultat comptable en une véritable stratégie de souveraineté budgétaire.



FINANCE VERTE : LE MAROC CAPTE 634 MILLIONS \$ DE LA BERD, MAIS SAURA-T-IL TRANSFORMER L'ESSAI ?

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) vient d'annoncer un programme de 634 millions de dollars destiné à financer des projets verts au Maroc.

Un chiffre qui frappe les esprits, et qui s'inscrit dans un contexte où le Royaume affiche de grandes ambitions en matière de transition énergétique et de développement durable. Mais derrière les annonces chiffrées, la vraie question demeure : le Maroc dispose-t-il de la capacité institutionnelle et économique pour transformer ces financements en une réelle mutation verte ?

Un financement d'ampleur inédite

La BERD, acteur financier de premier plan dans la région, n'en est pas à sa première collaboration avec le Maroc. Mais cette enveloppe de 634 millions de dollars, destinée au développement durable et à la lutte contre le changement climatique, marque un saut qualitatif.

Selon les conditions fixées, 30 % des financements devront être alloués à des projets

hors des grandes capitales, et 20 % devront être portés par des femmes. Deux critères qui traduisent la volonté de l'institution de favoriser une transition inclusive, à la fois territoriale et sociale.

Les projets visés couvrent un spectre large : énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique), efficacité énergétique dans les industries, agriculture durable, gestion de l'eau, mobilité propre. En clair, une feuille de route qui épouse parfaitement les priorités affichées par Rabat dans sa Stratégie nationale de développement durable.

Un alignement avec les ambitions marocaines

Depuis plusieurs années, le Maroc se positionne comme un champion régional de la finance verte. La COP22 organisée à Marrakech en 2016 avait déjà donné le ton, et depuis, le pays multiplie les initiatives. La centrale solaire Noor à Ouarzazate, les projets éoliens de Tarfaya ou Midelt, ou encore les investissements dans l'hydrogène vert en sont des exemples.

Ce financement de la BERD s'inscrit donc dans une dynamique déjà engagée : celle de faire du Maroc

une plateforme énergétique verte, capable non seulement de répondre à ses propres besoins mais aussi d'exporter de l'électricité renouvelable vers l'Europe. Sur le plan diplomatique, cette orientation renforce l'image d'un Maroc pionnier en Afrique, en phase avec les attentes des bailleurs de fonds internationaux et des investisseurs institutionnels.

Le défi de la gouvernance des projets

Toutefois, l'expérience montre que la clé n'est pas tant dans l'accès aux financements que dans la gouvernance des projets. Le Maroc ne manque pas d'ambitions ni de plans stratégiques. Mais le talon d'Achille réside souvent dans l'exécution.

Les délais de réalisation, les lourdeurs administratives, la complexité des procédures d'appel d'offres ou encore la faible coordination entre ministères et agences freinent la concrétisation. À cela s'ajoute la question de la transparence et de la reddition des comptes : comment s'assurer que chaque dollar alloué produit réellement un impact mesurable sur le terrain ?

La condition fixée par la BERD sur la dimension territoriale est en ce sens révélatrice : il s'agit d'éviter une concentration des projets dans les zones déjà favorisées, comme Casablanca ou Rabat, au détriment des régions périphériques. Mais cela suppose que les collectivités locales disposent de l'ingénierie technique et financière pour concevoir et porter des projets viables. Or, ce n'est pas toujours le cas.



Inclusion et genre : des conditions ambitieuses

L'autre condition, à savoir qu'au moins 20 % des projets soient portés par des femmes, est une avancée notable. Elle s'inscrit dans une tendance mondiale visant à lier finance verte et inclusion sociale.

Mais là encore, le défi est de taille : l'entrepreneuriat féminin au Maroc reste minoritaire, surtout dans les secteurs liés aux technologies vertes ou à l'agriculture durable. Sans accompagnement, ces quotas risquent de rester théoriques. Il faudra donc mettre en place des dispositifs de formation, de mentorat et d'appui technique pour que les femmes puissent saisir ces opportunités.

Le risque de « greenwashing »

Un autre point critique tient au risque de « greenwashing » : multiplier les projets estampillés « verts » sans qu'ils aient un véritable impact environnemental. Ce danger existe partout, et le Maroc n'y échappe pas.

Des projets d'énergie renouvelable qui ne s'intègrent pas dans une logique de durabilité sociale (par exemple, expropriations mal compensées, absence de bénéfices locaux) peuvent au final creuser des fractures plutôt que les réduire. De même, financer des industries « propres » sans mesurer réellement leur empreinte carbone revient à maquiller la réalité.

La BERD insiste sur la nécessité d'indicateurs mesurables : réduction d'émissions de CO₂, économies d'eau, emplois créés dans les régions périphériques. Le succès du programme dépendra de la rigueur avec laquelle ces indicateurs seront suivis.

Une opportunité pour les PME marocaines ?

Au-delà des grands opérateurs énergétiques et industriels, cette manne financière pourrait représenter une chance pour les PME marocaines. Celles-ci sont souvent à la marge des grandes stratégies, mais elles constituent le tissu économique vital du pays.

Les projets d'efficacité énergétique dans les bâtiments, la mobilité urbaine ou l'agriculture durable sont des terrains où les petites et moyennes entreprises peuvent jouer un rôle clé. À condition, bien sûr, que l'accès aux financements ne soit pas monopolisé par les grands groupes et que les conditions d'éligibilité ne soient pas trop complexes.

CONCLUSION

transformer l'essai

Avec cette enveloppe de 634 millions de dollars, le Maroc franchit un nouveau cap dans la mobilisation de financements verts. Sur le papier, les ambitions sont alignées : inclusion territoriale, égalité de genre, transition énergétique. Mais l'expérience montre que la réussite dépendra moins des montants annoncés que de la qualité de l'exécution.

La finance verte ne doit pas se limiter à des effets d'annonce. Elle doit devenir un levier concret pour transformer le modèle économique marocain, réduire les inégalités territoriales et accélérer la transition écologique. Autrement dit, le Maroc a marqué un but. Mais pour gagner le match de la durabilité, il lui reste à transformer l'essai.



LOGISTIQUE ET COMPÉTITIVITÉ : LE MAROC SE RÊVE EN HUB INDUSTRIEL RÉGIONAL

Le Maroc vient de franchir une étape symbolique dans son ambition logistique et industrielle. Le groupe BLS, acteur international de la logistique, a signé un contrat de neuf ans avec Varun Beverages Morocco, l'embouteilleur attitré de PepsiCo, pour la gestion d'une plateforme d'entreposage de 31 000 m² à Lakhayta, près de Casablanca. Montant estimé : environ 120 millions de dirhams. Au-delà des chiffres, c'est toute une dynamique que ce partenariat illustre : celle d'un Maroc qui veut consolider sa place de hub régional, à la croisée des routes commerciales africaines, européennes et atlantiques.

Un projet logistique stratégique

La plateforme de Lakhayta se distingue par son envergure et par la durée du contrat. Sur 31 000 m², elle vise à optimiser la chaîne d'approvisionnement de Varun Beverages Morocco, garantissant une gestion plus fluide des stocks, une meilleure réactivité face à la demande et une réduction des coûts de distribution.

Pour PepsiCo, la décision est logique : s'appuyer sur une logistique intégrée permet de mieux répondre à la croissance de la consommation au Maroc et dans la région. Pour BLS, c'est une démonstration de savoir-faire qui positionne le groupe

comme un partenaire stratégique des multinationales installées au Royaume.

Mais pour le Maroc, l'enjeu dépasse la seule gestion d'un entrepôt.

Il s'agit de renforcer l'écosystème logistique national, souvent considéré comme l'un des maillons faibles de la compétitivité économique.

Le Maroc, carrefour géographique... encore perfectible

La géographie du Maroc est un atout : situé aux portes de l'Europe, à la jonction de l'Atlantique et de la Méditerranée, et en lien direct avec l'Afrique de l'Ouest, le pays est un passage naturel pour les flux commerciaux. Tanger Med, devenu premier port à conteneurs de Méditerranée, en est l'illustration la plus spectaculaire.

Pourtant, au-delà des grands hubs portuaires, la logistique intérieure reste inégale. Les zones de stockage, de distribution et de transformation sont encore trop concentrées autour de Casablanca et Tanger, laissant d'autres régions en marge. Les coûts logistiques au Maroc représenteraient encore près de 20 % du PIB, un niveau élevé comparé aux standards internationaux (12 à 15 %).

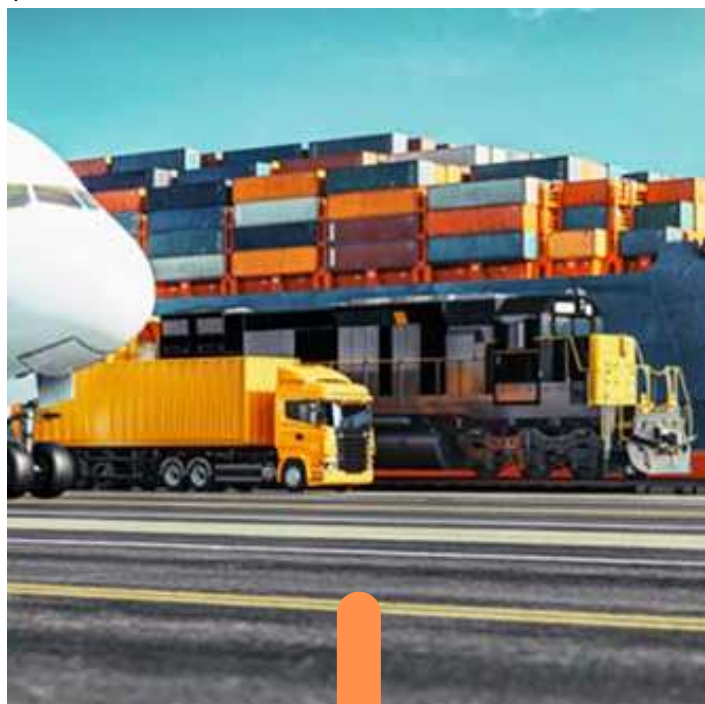
C'est dans ce contexte que des projets comme celui de Lakhayta prennent tout leur sens : décentraliser et moderniser les infrastructures pour fluidifier l'ensemble de la chaîne.

Les multinationales, catalyseurs d'écosystèmes

L'arrivée de contrats logistiques portés par des groupes multinationaux illustre une tendance : les grands acteurs étrangers deviennent des catalyseurs de modernisation. Les besoins de PepsiCo en matière de stockage, de distribution et de respect des normes poussent leurs partenaires locaux à élever leurs standards.

Cela a un effet d'entraînement : les sous-traitants marocains doivent se conformer à des cahiers des charges exigeants, ce qui les incite à innover, à investir et à améliorer leurs pratiques. Le secteur logistique marocain, longtemps dominé par de petites structures aux méthodes traditionnelles, voit ainsi émerger des champions capables de rivaliser avec les standards internationaux.

Mais la question se pose : ces dynamiques profiteront-elles à l'ensemble du tissu économique, notamment aux PME, ou resteront-elles captées par une poignée de grands groupes ?



Une logistique pour soutenir l'industrialisation

Le Maroc ne cache pas son ambition d'aller au-delà de son rôle d'atelier automobile et textile. L'objectif est de devenir un pôle industriel diversifié, capable de produire pour le marché local, régional et international. La logistique est un pilier central de cette stratégie.

Sans infrastructures de stockage et de distribution performantes, les produits marocains peinent à être compétitifs à l'export. Les délais de livraison s'allongent, les coûts explosent, et la fiabilité reste aléatoire.

En investissant dans des plateformes modernes, le Maroc améliore non seulement son attractivité pour les investisseurs étrangers mais aussi sa capacité à développer ses propres chaînes de valeur. Le contrat BLS – PepsiCo illustre cette logique : sécuriser l'approvisionnement d'un acteur global pour renforcer la position du Maroc dans les flux régionaux.

Défis : main-d'œuvre, technologie et durabilité

Malgré les avancées, plusieurs défis persistent. La main-d'œuvre logistique, souvent peu qualifiée, doit être formée aux nouvelles technologies de gestion des entrepôts, à la traçabilité et aux outils numériques. La digitalisation, à travers l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle ou la blockchain, devient incontournable pour répondre aux exigences des chaînes d'approvisionnement modernes.

La durabilité est un autre enjeu. Les entrepôts énergivores et les flottes de camions polluantes risquent de contredire les ambitions vertes du Maroc. Intégrer l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les véhicules propres dans les projets logistiques est désormais une nécessité, d'autant plus que les bailleurs internationaux y attachent des conditions strictes.

Lakhyayta, laboratoire d'un futur modèle ?

La plateforme de Lakhyayta pourrait servir de laboratoire pour tester de nouvelles approches logistiques au Maroc. Si le projet réussit, il peut inspirer d'autres initiatives dans des zones stratégiques comme Fès, Agadir ou Oujda, contribuant à un maillage plus équilibré du territoire.

Mais pour passer à l'échelle, il faudra que l'État joue son rôle : simplifier les procédures douanières, développer les zones logistiques intégrées prévues dans les plans stratégiques, et surtout assurer une régulation qui favorise la concurrence loyale.

CONCLUSION

un pas en avant, mais le marathon reste long

Le contrat BLS – PepsiCo est une bonne nouvelle, à la fois pour l'image du Maroc et pour sa compétitivité industrielle. Mais il ne faut pas s'y tromper : une plateforme, même moderne et bien financée, ne suffit pas à transformer un écosystème entier.

Pour que le Maroc devienne réellement un hub logistique régional, il faudra une vision globale : réduire les coûts, améliorer la connectivité intérieure, former les talents, intégrer les nouvelles technologies et penser durabilité.

En somme, Lakhyayta est un pas en avant. Mais le marathon de la compétitivité logistique ne fait que commencer.



DETTE PUBLIQUE : QUAND LE MARCHÉ OBLIGATAIRE TESTE LA SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE DU MAROC

Le Trésor marocain a levé, le 10 septembre dernier, un montant de 3,44 milliards de dirhams lors de son adjudication hebdomadaire.

Sur les 7,22 milliards proposés, à peine 48 % ont trouvé preneur. Signe marquant : le taux des obligations à 5 ans est remonté à 2,47 %, contre 2,43 % lors de la précédente opération. Un détail technique en apparence, mais qui en dit long sur l'état des finances publiques et sur les rapports de force entre l'État et les investisseurs. Derrière ce glissement, se pose une question essentielle : jusqu'où le Maroc peut-il soutenir sa dette dans un environnement international tendu ?

L'adjudication, thermomètre de la confiance Les adjudications du Trésor sont le mécanisme par lequel l'État emprunte sur le marché domestique pour financer son déficit. Chaque semaine, les investisseurs – banques, compagnies d'assurance, caisses de retraite – soumettent des offres pour acheter des titres de dette publique.

En théorie, plus la demande est forte, plus l'État peut emprunter à faible coût.

Le fait que moins de la moitié de l'offre ait été retenue montre un ajustement : les investisseurs demandent des taux plus élevés pour prêter à l'État. En clair, le Trésor doit payer plus cher pour se financer, signe d'une confiance légèrement entamée ou d'un marché plus prudent. Le poids croissant de la dette

Le Maroc affiche une dette publique supérieure à 70 % du PIB. Ce ratio reste inférieur à celui de nombreux pays développés, mais il pèse lourd dans une économie émergente dont la croissance reste modeste (4,6 % attendus en 2025).

Depuis la pandémie et les chocs inflationnistes, le recours à l'endettement s'est intensifié pour financer les dépenses sociales, les subventions et les investissements stratégiques. Si la trajectoire du déficit budgétaire s'est améliorée (3,5 % du PIB en 2025), l'encours de la dette continue d'augmenter, et son service devient de plus en plus coûteux.

Chaque hausse, même minime, des taux obligataires se traduit par des milliards de dirhams supplémentaires à trouver pour honorer les échéances. Or, dans un contexte de besoins massifs (santé, éducation, infrastructures, transition énergétique), ces charges financières rognent sur les marges de manœuvre budgétaires.

Les investisseurs en position de force

La hausse des taux traduit aussi un rapport de force. Les investisseurs institutionnels marocains, principaux acheteurs de dette souveraine, savent que le Trésor a besoin de liquidités régulières. Ils ajustent donc leurs offres en fonction du risque perçu et des opportunités alternatives.

Dans un contexte mondial où les rendements des bons du Trésor américains et européens se redressent, le Maroc doit rester compétitif pour attirer les capitaux. Autrement dit, il doit offrir une rémunération plus attractive, ce qui se traduit par une hausse des taux domestiques.

Cela explique pourquoi l'adjudication n'a pas trouvé preneur pour la totalité de l'offre : certains investisseurs ont jugé que les conditions proposées n'étaient pas suffisamment intéressantes.

La dette extérieure, un relais limité

Face à ces contraintes, le Maroc peut se tourner vers les marchés internationaux. Mais là aussi, le contexte est délicat. Les investisseurs étrangers scrutent la stabilité politique, la solidité budgétaire et les perspectives de croissance. Les émissions obligataires en devises coûtent généralement plus cher, car elles comportent un risque de change et une prime de risque pays.

De plus, le recours excessif à la dette extérieure expose à une dépendance accrue vis-à-vis des fluctuations monétaires et des décisions des agences de notation. Un abaissement de la note souveraine se traduirait mécaniquement par des conditions de financement plus dures.



Soutenabilité : une équation à plusieurs inconnues

La question centrale est celle de la soutenabilité. Peut-on financer durablement un niveau de dette supérieur à 70 % du PIB sans compromettre les investissements productifs et les politiques sociales ?

Plusieurs facteurs jouent en faveur du Maroc :

- La structure de la dette reste largement domestique, donc moins exposée aux chocs de change.
- Le système bancaire marocain est solide et dispose de liquidités significatives.
- Le pays bénéficie d'une relative stabilité politique et institutionnelle, rassurant les investisseurs.

Mais les signaux d'alerte existent :

- La croissance demeure insuffisante pour absorber le poids de la dette.
- Les charges d'intérêts risquent de limiter les marges budgétaires.
- Les dépenses sociales et d'infrastructures vont mécaniquement augmenter avec la généralisation de la protection sociale et la transition énergétique.

Quelles pistes de sortie ?

Pour éviter que la dette ne devienne un fardeau insoutenable, plusieurs leviers sont envisageables :

1. Accélérer la réforme fiscale pour élargir la base contributive et réduire les niches fiscales. L'informel, estimé à plus de 25 % du PIB, représente un gisement de recettes inexploitées.
2. Améliorer l'efficacité des dépenses publiques : chaque dirham investi doit générer un retour mesurable en croissance ou en réduction des inégalités.
3. Stimuler l'investissement privé, national et étranger, afin d'accroître la richesse créée et donc les recettes fiscales.
4. Diversifier les sources de financement en recourant davantage à la finance verte ou islamique, qui peuvent offrir des conditions plus avantageuses.



CONCLUSION

un signal d'alerte plutôt qu'une crise

La remontée des taux obligataires et la faible couverture de l'adjudication du Trésor ne signifient pas une crise immédiate. Le Maroc conserve une crédibilité sur les marchés financiers et une capacité de financement notable. Mais ce signal doit être pris au sérieux : le coût de la dette grimpe, et la patience des investisseurs n'est pas infinie.

Le défi est désormais clair : transformer l'amélioration conjoncturelle du déficit en stratégie structurelle, pour que la dette reste un outil de développement et non une entrave à la souveraineté économique.

En somme, l'État marocain est encore maître de son jeu, mais les investisseurs lui rappellent qu'il joue désormais sous surveillance.

POUVOIR D'ACHAT : LA STAGNATION SILENCIEUSE QUI FRAGILISE LES MÉNAGES MAROCAINS

Depuis plus de vingt ans, les indicateurs officiels témoignent d'un progrès du niveau de vie au Maroc : revenus en hausse, consommation accrue, équipements ménagers plus répandus. Pourtant, derrière cette dynamique globale se cache une réalité moins reluisante : depuis 2014, la progression du pouvoir d'achat des Marocains s'est nettement ralentie, voire figée pour une grande partie des ménages. Une stagnation silencieuse qui interroge, au moment où le pays ambitionne de renforcer son modèle social et d'ancrer la classe moyenne.

Des gains indéniables... jusqu'en 2014

Les années 2000 ont marqué un tournant. Portée par une croissance soutenue, par l'ouverture économique et par de grands chantiers d'infrastructures, l'économie marocaine a permis une amélioration notable du niveau de vie.

Les indicateurs de consommation des ménages ont progressé : électroménager, automobile, accès à Internet, scolarisation, logement... tout semblait pointer vers un rattrapage graduel par rapport aux standards internationaux. Les transferts croissants des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE), combinés à des politiques

de subvention, avaient renforcé cette impression de décollage.

Mais à partir de 2014, la courbe s'est infléchie. Le rythme des gains de pouvoir d'achat a ralenti, les ménages ressentant une pression croissante sur leurs budgets.

Inflation et salaires : un écart grandissant

Le principal facteur de stagnation tient à l'écart entre l'évolution des salaires et celle des prix. Si les revenus nominaux ont légèrement progressé, ils n'ont pas suivi le rythme du coût de la vie.

Les prix de l'alimentation, du logement et du transport – qui représentent l'essentiel du panier des ménages – ont connu une augmentation marquée. Les épisodes récents de flambée des prix des produits de base, notamment à la suite de la pandémie et des tensions géopolitiques mondiales, ont accentué la perception de fragilité.

Ainsi, même si l'inflation globale a été contenue à certains moments, son impact sectoriel a été brutal. Le salaire minimum, par exemple, a gagné en valeur faciale, mais sa capacité réelle à couvrir les besoins essentiels s'est érodée.

Une classe moyenne sous tension

Le Maroc mise beaucoup sur sa classe moyenne pour stabiliser son modèle économique et social. Pourtant, cette classe se retrouve aujourd'hui sous forte tension.

De plus en plus de ménages basculent dans la précarité relative : incapacité à épargner, endettement pour financer l'éducation ou la santé, sacrifices sur les loisirs ou la consommation culturelle. La promesse d'ascension sociale se heurte à une réalité plus dure : le sentiment de « travailler plus pour vivre moins bien ».

Ce phénomène est particulièrement visible dans les grandes villes, où le coût du logement a explosé. À Casablanca, Rabat ou Marrakech, accéder à un logement de qualité représente une charge insoutenable pour une majorité de ménages.



Les transferts des MRE, un amortisseur partiel

Les envois d'argent des MRE constituent un filet de sécurité majeur. Avec un record de 82 milliards de dirhams en 2025, ils soutiennent directement la consommation de millions de foyers. Mais cette manne est inégalement répartie : seules certaines familles en bénéficient, tandis que d'autres restent sans ce soutien.

En outre, ces transferts sont eux-mêmes dépendants de la conjoncture économique européenne. En cas de crise, ils peuvent se contracter brutalement, exposant davantage les ménages marocains.

Des politiques sociales en mutation

Face à cette stagnation, le gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs. Le registre social unifié (RSU) permet de mieux cibler les aides, et un budget de 9,5 milliards de dirhams est désormais consacré aux transferts directs aux familles vulnérables.

Par ailleurs, la généralisation de la couverture médicale, la réforme du système de santé et la réhabilitation des hôpitaux sont présentées comme des moyens de réduire la pression financière sur les ménages.

Cependant, ces mesures, bien que nécessaires, ne suffisent pas à relancer la dynamique du pouvoir d'achat. Elles jouent surtout un rôle compensatoire, sans s'attaquer aux causes structurelles : faible productivité, marché du travail dual, poids de l'informel.

Les angles morts : emploi et productivité

Le ralentissement du pouvoir d'achat reflète aussi un problème plus profond : la faible progression de la productivité du travail. Tant que la richesse créée par heure travaillée ne progresse pas significativement, les hausses salariales resteront limitées.

L'économie marocaine reste marquée par une dualité : un secteur moderne (automobile, aéronautique, télécoms) tourné vers l'export, et un vaste secteur informel à faible valeur ajoutée, absorbant une grande partie de la main-d'œuvre. Cette configuration limite les retombées positives de la croissance sur le revenu disponible des ménages.

Quelles perspectives ?

Pour relancer le pouvoir d'achat, plusieurs leviers s'imposent :

- Réforme du marché du travail : réduire la précarité, encourager la formalisation des emplois et soutenir l'ascension salariale.
- Productivité et innovation : investir dans la formation, l'éducation et la technologie pour générer plus de valeur.
- Politiques de logement abordable : juguler la flambée immobilière qui asphyxie les budgets familiaux.
- Renforcement de la concurrence : réduire les situations de rente et de concentration qui maintiennent artificiellement les prix élevés.



CONCLUSION

Le vrai test du modèle social

La stagnation du pouvoir d'achat depuis 2014 est un rappel brutal : la croissance macroéconomique ne se traduit pas automatiquement en bien-être des ménages. Le Maroc, qui affiche des ambitions sociales fortes, devra s'attaquer à cette

équation délicate : comment transformer la richesse créée en amélioration tangible de la vie quotidienne ?

Si rien n'est fait, le risque est double : fragiliser la classe moyenne, pilier de la stabilité sociale, et renforcer le sentiment d'injustice économique. Relancer le pouvoir d'achat n'est donc pas seulement une question économique, mais aussi un impératif politique et social.

À fin août 2025, le Maroc a accueilli environ 13,5 millions de touristes, soit une progression de 15 % par rapport à la même période en 2024. Des chiffres impressionnants, qui placent le Royaume parmi les destinations à la croissance la plus rapide de la région. Les hôtels affichent des taux de remplissage élevés, les médinas reprennent des couleurs, et les aéroports battent des records de fréquentation.

Mais derrière cette euphorie, une question essentielle se pose : cette croissance du tourisme est-elle durable, ou s'agit-il simplement d'un rebond post-crise ? Le tourisme, pilier historique de l'économie marocaine. Le secteur touristique représente traditionnellement entre 7 et 10 % du PIB national. Il emploie directement ou indirectement près d'un million de personnes et génère des recettes vitales en devises.

Depuis les années 2000, le Maroc a investi massivement dans ses infrastructures touristiques : modernisation des aéroports, développement des stations balnéaires, amélioration du réseau routier et ferroviaire.

TOURISME 2025 : CROISSANCE RECORD, MAIS QUELLE DURABILITÉ POUR LE MAROC ?

Des programmes comme Vision 2010 puis Vision 2020 avaient fixé des objectifs ambitieux, souvent partiellement atteints mais porteurs de transformations profondes.

Après le choc brutal de la pandémie, le secteur a connu une renaissance spectaculaire. L'année 2025 semble confirmer cette dynamique, avec des chiffres supérieurs aux attentes.

Les moteurs de la croissance en 2025

Plusieurs facteurs expliquent ce boom touristique.

- La stabilité politique et sécuritaire : dans une région souvent marquée par l'instabilité, le Maroc continue de capitaliser sur son image de pays sûr et accueillant.
- La diversification des marchés : au-delà des touristes européens traditionnels (France, Espagne, Allemagne), le Maroc attire de plus en plus de visiteurs d'Amérique, du Golfe et même d'Asie.
- Les grands événements : festivals, compétitions sportives et congrès internationaux dopent la fréquentation.
- Les campagnes de promotion : l'Office national marocain du tourisme (ONMT) a intensifié sa communication, misant sur l'authenticité culturelle et la diversité des paysages.

À cela s'ajoute une offre hôtelière en plein renouvellement, allant du luxe international aux maisons d'hôtes locales, séduisant une clientèle variée.

Un modèle encore fragile

Si la croissance est au rendez-vous, sa durabilité reste incertaine.

Le secteur reste fortement dépendant de la conjoncture mondiale : crises économiques, tensions géopolitiques ou nouvelles pandémies peuvent inverser la tendance en quelques mois.

De plus, le tourisme marocain repose encore largement sur le balnéaire et le culturel classique (Marrakech, Fès, Agadir, Casablanca). Cette concentration expose à une saturation et à une concurrence accrue d'autres destinations méditerranéennes.

La question de la diversification de l'offre est donc cruciale. Le tourisme rural, écologique, sportif ou de niche reste sous-exploité malgré un potentiel énorme.

Impact social et territorial

Le tourisme est souvent présenté comme un moteur de développement territorial. Mais les retombées sont inégalement réparties. Marrakech, Casablanca et Agadir captent l'essentiel des flux et des investissements, laissant des régions entières à l'écart.

Le défi est de transformer le tourisme en levier de développement inclusif : créer des emplois dans les zones rurales, favoriser les circuits courts, impliquer les coopératives locales dans l'artisanat et l'agriculture. Sans cette inclusion, le risque est de voir perdurer une fracture territoriale entre zones hyper-touristiques et régions marginalisées.



La question environnementale

Le boom touristique soulève aussi la question écologique. Plus de touristes signifie plus de pression sur les ressources en eau, sur la gestion des déchets et sur les écosystèmes fragiles. Certaines stations balnéaires connaissent déjà une surexploitation des nappes phréatiques.

Les transports, dominés par l'avion, augmentent l'empreinte carbone du secteur. Or, dans un pays qui se veut champion de la transition énergétique, cette contradiction devient de plus en plus visible.

Le développement d'un tourisme durable, intégrant les énergies renouvelables, le recyclage et la sensibilisation des visiteurs, est encore embryonnaire. Pourtant, il représente une condition de survie à long terme pour le secteur.

Vers un modèle résilient

Pour consolider cette croissance, le Maroc doit repenser son modèle touristique autour de plusieurs axes :

1. Diversification géographique : développer de nouvelles destinations comme Dakhla, Chefchaouen ou les montagnes de l'Atlas, afin de décongestionner les pôles traditionnels.

2. Diversification des produits : mettre en avant le tourisme écologique, de santé, de bien-être, ou encore le tourisme scientifique et universitaire.

3. Montée en gamme : renforcer la qualité des services pour séduire une clientèle à fort pouvoir d'achat, tout en préservant une offre accessible.

4. Durabilité : intégrer systématiquement des normes environnementales dans les projets touristiques, de la construction hôtelière à la mobilité.

5. Numérisation : encourager les plateformes locales et l'e-tourisme pour réduire la dépendance aux géants internationaux du digital.

CONCLUSION

entre euphorie et vigilance

Avec 13,5 millions de touristes en huit mois, le Maroc peut se féliciter d'un succès indéniable. Mais cette euphorie ne doit pas masquer les fragilités structurelles du secteur. Trop concentré, insuffisamment diversifié et encore peu durable, le modèle touristique marocain doit évoluer pour ne pas se heurter à ses propres limites.

Le défi est clair : transformer un rebond conjoncturel en une trajectoire structurelle, capable de concilier croissance économique, justice sociale et respect de l'environnement. En d'autres termes, il ne suffit pas d'attirer plus de touristes. Il faut surtout que chaque visiteur contribue à un Maroc plus inclusif et plus durable.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LE MAROC ENTRE PROMESSES TECHNOLOGIQUES ET NÉCESSITÉ DE RÉGULATION

L'intelligence artificielle (IA) n'est plus une fiction futuriste : elle s'impose désormais comme un levier stratégique de développement économique et social. Au Maroc, les signaux se multiplient.

La création récente d'une chaire universitaire dédiée à l'IA, en partenariat entre l'Université Al Akhawayn (Ifrane) et la Prince Mohammad Bin Fahd University d'Arabie Saoudite, illustre cette dynamique. De plus, les autorités annoncent la préparation d'une plateforme nationale d'IA respectueuse des droits, adaptée au contexte marocain. Autant de jalons qui confirment l'entrée du pays dans une nouvelle ère numérique. Mais cette ambition pose une double question : le Maroc est-il prêt à exploiter pleinement le potentiel de l'IA, et peut-il le faire sans creuser les fractures sociales et territoriales ?

Une opportunité économique majeure. L'IA est appelée à transformer en profondeur l'économie mondiale. Selon les estimations de PwC, elle pourrait ajouter jusqu'à 15 000 milliards

de dollars au PIB mondial d'ici 2030. Pour un pays émergent comme le Maroc, s'intégrer à ce mouvement n'est pas une option, mais une nécessité. Dans l'agriculture, elle peut permettre une irrigation de précision, réduisant la consommation d'eau et augmentant les rendements. Dans la santé, elle peut améliorer le diagnostic, optimiser la gestion hospitalière et faciliter l'accès aux soins. Dans l'industrie, elle peut renforcer la compétitivité par l'automatisation et la maintenance prédictive. Dans la finance, elle ouvre la voie à des services personnalisés, de la micro-assurance à l'analyse prédictive des risques. Bref, l'IA peut devenir un accélérateur de croissance, à condition que le Maroc sache l'intégrer intelligemment.

Une dynamique académique et institutionnelle

La création d'une chaire universitaire en IA est un signal fort. Elle vise à produire de la recherche, former des talents et attirer des collaborations internationales. Le choix d'Al Akhawayn, université anglophone avec un ancrage international,

montre la volonté de positionner le Maroc comme un hub académique et scientifique dans la région.

De son côté, l'État annonce le lancement d'une plateforme nationale d'IA. Objectif : centraliser les initiatives, réguler l'usage de la technologie et garantir une compatibilité avec les normes éthiques et de protection des données. Dans un contexte où l'IA soulève des inquiétudes sur la vie privée, les biais algorithmiques ou l'emploi, cette approche réglementaire est indispensable.

Le défi des compétences

Le principal obstacle reste la formation. Le Maroc forme encore trop peu d'ingénieurs et de chercheurs spécialisés dans l'IA et la science des données. Les grandes entreprises recrutent, mais peinent à trouver des profils adaptés, tandis que les PME et les administrations manquent cruellement de talents numériques.

La fuite des cerveaux accentue ce déficit : de nombreux ingénieurs marocains formés dans les grandes écoles partent en Europe ou en Amérique du Nord, attirés par de meilleures conditions. Pour réussir sa transition, le Maroc doit investir massivement dans l'éducation, dès le secondaire, afin de généraliser les compétences numériques de base, et au niveau universitaire, pour produire une élite technologique capable de concevoir et non seulement d'utiliser les outils.

Les risques sociaux et territoriaux

Si l'IA promet des gains de productivité, elle peut aussi creuser les inégalités. L'automatisation menace certains emplois, notamment dans l'industrie textile ou les centres d'appels, secteurs où le Maroc est compétitif grâce à une main-d'œuvre bon marché.



Sans politique d'accompagnement, des milliers de travailleurs risquent d'être marginalisés.

Par ailleurs, la fracture numérique reste une réalité : l'accès aux technologies est très inégal entre zones urbaines et rurales.

Déployer l'IA sans corriger ces disparités reviendrait à renforcer la centralisation autour des grandes villes, accentuant la marginalisation des territoires périphériques.

Une régulation encore embryonnaire

L'IA soulève des questions éthiques : biais discriminatoires, surveillance de masse, manipulation de l'information. Pour l'instant, le Maroc ne dispose pas d'un cadre légal spécifique à l'IA. Le projet de plateforme nationale pourrait constituer une première étape, mais il reste à définir une législation claire encadrant la collecte des données, leur traitement et l'usage des algorithmes.

Dans un monde où l'Europe avance avec son AI Act et où d'autres pays imposent déjà des garde-fous, le Maroc doit éviter de devenir un simple terrain d'expérimentation technologique, sans capacité à protéger ses citoyens.

Quel modèle marocain pour l'IA ?

Le Maroc dispose de plusieurs atouts pour construire un modèle original :

- Sa stabilité politique et institutionnelle, qui attire les investisseurs.
- Ses ambitions en matière de durabilité, l'IA pouvant contribuer à la transition énergétique et à la gestion de l'eau.
- Son rôle régional, qui lui permet de devenir un hub africain de l'innovation numérique.

Mais pour réussir, il faut un choix stratégique clair : miser sur les secteurs où l'IA peut répondre à des besoins vitaux (agriculture, santé, eau) plutôt que de chercher à tout prix à imiter les géants technologiques.



CONCLUSION

promesses et vigilance

Le Maroc entre dans l'ère de l'intelligence artificielle avec enthousiasme. Les initiatives récentes montrent une volonté politique et académique d'investir dans ce domaine. Mais l'IA n'est pas une baguette magique : elle exige des talents, une régulation robuste et une vision de long terme.

Si elle est bien maîtrisée, elle peut devenir un moteur de souveraineté technologique et économique. Mal utilisée, elle risque de creuser les inégalités et de renforcer la dépendance du pays vis-à-vis des acteurs étrangers.

En somme, l'IA est une promesse. Mais au Maroc, comme ailleurs, c'est la manière dont elle sera encadrée et appliquée qui déterminera si cette promesse se transforme en véritable progrès collectif.

EXPORTATIONS ET ATTRACTIVITÉ : LE MAROC CHERCHE SON SECOND SOUFFLE

Dans un contexte mondial marqué par le ralentissement des échanges et la montée des tensions géopolitiques, le Maroc tente de consolider son rôle de plateforme d'exportation et de destination d'investissements directs étrangers. L'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE) a récemment publié un rapport mettant en avant les initiatives déployées pour promouvoir le Royaume à l'international.

Entre missions commerciales, accueil de délégations étrangères et campagnes de communication, l'objectif est clair : maintenir l'attractivité du Maroc tout en élargissant la base de ses exportations. Mais cette stratégie se heurte à des défis structurels, qui interrogent la capacité du pays à passer à l'échelle supérieure.

Un Maroc déjà inséré dans les chaînes mondiales

Depuis deux décennies, le Maroc a su s'imposer dans plusieurs secteurs à vocation exportatrice. L'automobile est devenu le premier produit exporté du pays, devant le phosphate et l'agriculture. Les usines de Renault à Tanger et Stellantis à Kénitra produisent pour les marchés européens, tandis que l'aéronautique, bien que plus modeste, a su s'intégrer dans la chaîne de valeur mondiale grâce à des équipementiers de rang international.

À cela s'ajoutent les produits agricoles (tomates, agrumes, fruits rouges) qui renforcent la position du Maroc sur les marchés européens, ainsi que le textile, toujours compétitif grâce à sa proximité géographique et à sa réactivité.

Sur le papier, la diversification est réelle. Mais elle reste fragile, car concentrée sur un nombre limité de marchés, principalement l'Union européenne.

Les efforts de l'AMDIE

Face à cette dépendance, l'AMDIE multiplie les initiatives. Ces derniers mois, l'agence a organisé ou participé à des forums internationaux, accueilli des délégations d'investisseurs et lancé des campagnes de communication sur l'image du Maroc.

L'objectif est double : attirer des flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs stratégiques (énergies renouvelables, logistique, digital, santé), et élargir les débouchés des exportations marocaines vers de nouveaux marchés, notamment en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie.

La stratégie repose sur un storytelling simple : le Maroc comme hub compétitif, stable, connecté et engagé dans la durabilité.

Les atouts du Royaume

Le Maroc dispose de réels avantages pour séduire les investisseurs et développer ses exportations.

- Stabilité politique et sécurité : un facteur différenciant dans une région souvent instable.
- Infrastructures modernes : Tanger Med, premier port à conteneurs de Méditerranée, réseau autoroutier étendu, LGV entre Tanger et Casablanca.
- Proximité géographique avec l'Europe : une force qui permet de répondre rapidement à la demande, notamment dans les secteurs du textile et de l'automobile.
- Transition énergétique : avec des projets solaires, éoliens et un potentiel hydrogène vert, le Maroc peut se positionner comme fournisseur d'énergie propre pour l'Europe.

Ces atouts ne sont pas négligeables et expliquent pourquoi le pays continue d'attirer des IDE malgré la concurrence mondiale.

Les défis structurels

Cependant, l'attractivité ne se décrète pas uniquement par des campagnes de communication. Le Maroc fait face à plusieurs défis majeurs :



- Dépendance sectorielle : l'automobile représente à lui seul plus de 25 % des exportations. Une dépendance risquée en cas de crise mondiale du secteur.
- Concentration géographique : près de 60 % des exportations vont vers l'Union européenne, ce qui rend le pays vulnérable aux cycles économiques européens.
- Compétitivité des PME : la majorité des entreprises marocaines n'ont ni la taille ni les moyens pour exporter. L'internationalisation reste le fait d'une poignée de grands groupes.
- Climat des affaires : malgré les progrès, les procédures administratives et la lenteur bureaucratique restent un frein pour les investisseurs étrangers.
- Inégalités territoriales : la plupart des IDE et projets exportateurs se concentrent dans l'axe Casablanca-Tanger, laissant d'autres régions à la marge.

Vers une nouvelle génération d'exportations

Pour relever ces défis, le Maroc doit engager une nouvelle étape dans sa stratégie. Plusieurs pistes se dessinent :

1. Diversifier les marchés : renforcer les liens avec l'Afrique de l'Ouest et centrale, où le Maroc jouit déjà d'une influence bancaire et diplomatique. Explorer l'Amérique latine et l'Asie, où la demande en produits agricoles et en énergies renouvelables est en forte croissance.

2. Monter en gamme : ne pas se contenter de l'assemblage automobile ou du textile basique, mais développer des segments à plus forte valeur ajoutée (composants électroniques, mode éthique, produits bio).

3. Soutenir les PME exportatrices : via des financements, de l'accompagnement technique et une simplification administrative.

4. Intégrer la durabilité : l'export ne se fera plus sans normes environnementales et sociales strictes. Le Maroc doit anticiper les nouvelles exigences européennes, comme le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

L'heure de vérité

Le Maroc a prouvé sa capacité à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et à attirer des investisseurs étrangers. Mais la compétition s'intensifie : d'autres pays émergents proposent des coûts de production attractifs, des incitations fiscales agressives et des marchés domestiques plus vastes.

Pour garder son avance, le Maroc doit passer d'une logique d'attraction ponctuelle à une stratégie intégrée, visant à diversifier, à monter en gamme et à inclure davantage de PME. L'AMDIE joue un rôle clé, mais la réussite dépendra surtout de la cohérence globale des politiques publiques : fiscalité, formation, infrastructures et gouvernance.

En somme, le Royaume est à la croisée des chemins : consolider sa place dans le commerce mondial ou rester un acteur intermédiaire, dépendant des aléas extérieurs. L'avenir des exportations marocaines se joue maintenant, dans la capacité à se réinventer.



CONCLUSION

PME MAROCAINES : RÉSISTERONT-ELLES À LA VAGUE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?

Les annonces d'investissements étrangers se multiplient au Maroc : centrales solaires, zones industrielles, contrats logistiques, infrastructures de transport.

Chaque semaine, de nouveaux projets aux montants impressionnants sont signés, souvent avec des multinationales qui voient dans le Royaume une plateforme attractive vers l'Europe et l'Afrique. Mais derrière l'euphorie des chiffres, une inquiétude émerge : quelle place reste-t-il pour les petites et moyennes entreprises marocaines (PME), pilier de l'économie nationale, dans cet environnement dominé par les géants étrangers ?

Les PME, colonne vertébrale de l'économie

Les PME représentent plus de 90 % du tissu entrepreneurial marocain, emploient près de 70 % de la main-d'œuvre et contribuent à environ 40 % du PIB. Elles sont actives dans tous les secteurs : artisanat, commerce, services, industrie légère, agriculture.

Elles jouent un rôle social majeur en ancrant l'emploi dans les territoires et en maintenant un tissu économique diversifié.

Pourtant, elles restent fragiles : accès limité au financement, faible productivité, difficulté à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales.

Une concurrence redoutable

L'arrivée massive d'investisseurs étrangers présente une double facette. D'un côté, elle modernise l'économie, apporte des capitaux, transfère des technologies et crée des emplois. De l'autre, elle met les PME locales en concurrence avec des acteurs disposant de moyens financiers, techniques et organisationnels sans commune mesure.

Prenons l'exemple du contrat entre BLS et Varun Beverages (PepsiCo) : la logistique est confiée à un acteur international sur une plateforme de 31 000 m², avec un investissement de 120 millions de dirhams. Comment une PME locale pourrait-elle rivaliser avec de tels montages ? Le risque est clair : marginalisation progressive des petites structures, cantonnées à des segments de sous-traitance à faible valeur ajoutée.

Le dilemme de l'intégration

Pour éviter cette marginalisation, l'intégration des PME dans les écosystèmes créés par les investissements étrangers est cruciale. Mais elle n'est pas automatique. Trop souvent, les multinationales importent

leurs propres fournisseurs ou imposent des standards si élevés que peu d'entreprises locales peuvent y répondre. Cela crée une fracture : d'un côté, quelques PME capables de se hisser au niveau requis et de décrocher des contrats, de l'autre, une majorité qui reste exclue, alimentant un sentiment d'injustice économique.

Le problème du financement

L'un des principaux handicaps des PME marocaines est leur accès limité au financement. Les banques, frileuses, exigent des garanties élevées et appliquent des taux d'intérêt décourageants. Résultat : beaucoup de PME n'ont pas les moyens d'investir pour moderniser leurs équipements, améliorer leur productivité ou se conformer aux normes internationales.

Certes, des dispositifs existent, comme le Fonds Innov Invest ou les programmes de la Caisse centrale de garantie (CCG). Mais ils restent insuffisants face aux besoins réels. Tant que ce verrou ne sera pas levé, les PME resteront handicapées dans la compétition avec les grands groupes.



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



Le défi de la productivité

Les PME marocaines souffrent aussi d'un déficit de productivité. Les causes sont multiples : faiblesse de la formation, management souvent familial, recours excessif à l'informel, faible digitalisation.

Or, pour s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, la productivité est un critère décisif. Les multinationales recherchent des fournisseurs capables de livrer vite, bien et à coûts compétitifs. Sans un saut qualitatif, la majorité des PME restera à l'écart.

Le rôle de l'État et des politiques publiques

Face à ces défis, l'État a un rôle central à jouer. Les investissements étrangers doivent être pensés non pas comme une fin en soi, mais comme un levier pour dynamiser l'ensemble du tissu économique. Cela suppose :

1. Clauses d'intégration locale : imposer aux investisseurs étrangers un pourcentage minimum de recours à des PME marocaines dans leurs contrats.
2. Appui technique : mettre en place des programmes d'accompagnement pour aider les PME à atteindre les standards internationaux de qualité et de durabilité.
3. Accès facilité au financement : renforcer les mécanismes de garantie publique et encourager le capital-investissement pour les petites structures.
4. Digitalisation : promouvoir des solutions numériques accessibles pour améliorer la gestion, la traçabilité et la compétitivité des PME.
5. Développement territorial : éviter la concentration des investissements dans l'axe Casablanca-Tanger en soutenant l'émergence de PME dans les autres régions.

Des exemples encourageants

Certains secteurs montrent qu'une intégration réussie est possible. Dans l'automobile, plusieurs PME marocaines sont devenues fournisseurs certifiés de Renault et Stellantis, après avoir bénéficié de programmes d'accompagnement. Dans l'aéronautique, des entreprises locales fabriquent déjà des pièces exportées vers Airbus et Boeing.

Ces réussites montrent qu'avec les bons outils, les PME marocaines peuvent trouver leur place dans des écosystèmes dominés par des géants. Mais elles restent l'exception plutôt que la règle.



CONCLUSION

un test décisif pour le modèle économique

L'avenir des PME marocaines face aux investissements étrangers est un test crucial pour le modèle économique national. Si elles parviennent à s'intégrer, le pays pourra transformer ces capitaux en moteur de développement inclusif. Si elles restent marginalisées, le risque est grand de voir se creuser les inégalités entre une économie moderne, tournée vers l'export, et un tissu local fragilisé.

Le Maroc a donc une responsabilité claire : faire des investissements étrangers non pas des enclaves prospères isolées, mais des catalyseurs d'un tissu économique national plus robuste et compétitif. La survie et la prospérité des PME en dépendent.

R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم
**WEB RADIO
DES MAROCAINS
DU MONDE**

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

FLASH - ÉCO

Transport urbain : reprise en mains publique

Le gouvernement marocain a lancé un programme national 2025-2029 de 11 milliards de dirhams pour refonder la gouvernance du transport urbain par autobus. L'État et les collectivités territoriales reprendront la main sur cette compétence, après des années de délégation inconsistante ou de contrats déséquilibrés. Le nouveau dispositif ouvre aussi le marché à de nouveaux opérateurs, ce qui devrait stimuler la concurrence, améliorer les services et potentiellement réduire les coûts pour les usagers.



Besoin de trésorerie du Trésor en septembre en hausse

En septembre, les besoins prévisionnels du Trésor marocain augmentent par rapport au mois d'août : estimations entre 15 et 15,5 milliards de dirhams. Cette hausse reflète à la fois des échéances de financement à couvrir et des besoins accrus pour les dépenses courantes. À surveiller : l'effet sur les taux du marché obligataire si le Trésor doit emprunter davantage dans des conditions moins favorables.

Liquidité bancaire : légère détente

Bank Al-Maghrib annonce une légère baisse des besoins de liquidité des banques. En juillet, les banques commerciales avaient besoin de ~113 milliards de dirhams, contre ~114 milliards le mois précédent. La Banque centrale a injecté ~128,8 milliards de dirhams sous formes variées (prêts, avances, opérations de pension livrée). Le taux d'intérêt moyen interbancaire reste stable à 2,25 %. Ce léger recul peut indiquer une amélioration de la confiance ou une moindre tension sur les marchés de trésorerie.



Tourisme : 13,5 millions de visiteurs à fin août

Le Maroc a accueilli à fin août 2025 quelque 13,5 millions de touristes, soit une hausse d'environ 15 % par rapport à la même période l'année précédente. Ce rebond poursuit la tendance post-Covid, porté par une demande touristique internationale forte et des campagnes de promotion. L'enjeu reste de maintenir cette croissance tout en contrôlant les coûts (logement, transport) et en répartissant les flux sur le territoire.



ECO BUSINESS



Exportations de maïs doux : un secteur en hausse

Au cours de la campagne commerciale 2024/2025, le Maroc a exporté près de 21 800 tonnes de maïs doux, générant plus de 20 millions de dollars de recettes. Cette performance montre la compétitivité de certains produits agricoles orientés vers l'export, et l'intérêt de miser sur les cultures de spécialité. Le défi est de consolider ces secteurs via la qualité, la certification et la logistique.

Investissement public : enveloppe de 340 milliards de dirhams pour 2025

L'investissement public prévoit un budget de 340 milliards de dirhams sur l'année 2025. Piloté par la Nouvelle Charte de l'Investissement et le Fonds Mohammed VI, ce plan vise non seulement à soutenir les infrastructures, mais aussi à stimuler l'investissement privé. Célibataire, cela inclut routes, énergie, santé, etc. Ce montant indique l'ambition de l'État de rester moteur de croissance, dans un contexte où le secteur privé hésite parfois à s'engager seul.



Balance des paiements : bonnes nouvelles côté extérieur

La balance des paiements du Maroc bénéficie actuellement de transferts de la diaspora (MRE) soutenus, d'exportations industrielles dynamiques et d'une hausse des investissements directs étrangers. En parallèle, les réserves de change permettent de couvrir 5,5 mois d'importations, un niveau jugé sécuritaire. Cela renforce la crédibilité du Maroc vis-à-vis des bailleurs de fonds et investisseurs.



Services marchands & commerce de gros : stabilité attendue

Selon une enquête du HCP, les chefs d'entreprise dans les secteurs des services marchands non financiers et du commerce de gros prévoient une stabilité voire un léger regain d'activité pour le 3^e trimestre 2025. Les incertitudes persistent (conjoncture internationale, coûts des intrants), mais le moral des opérateurs de ces secteurs semble modérément optimiste.

Forum-Salon LOGITERRE 2025

Casablanca se prépare à accueillir du 16 au 18 octobre le Forum-Salon International de la Mobilité, du Transport et de la Logistique (LOGITERRE 2025). Plus de 40 pays seront présents pour discuter de nouveaux modèles de coopération, des innovations dans la logistique, ainsi que du rôle du transport dans l'intégration africaine. Cet événement pourrait servir de catalyseur stratégique pour les investissements dans les infrastructures logistiques.



Projet industriel : Anouar Yieldest Additives à Jorf Lasfar

Le groupe Anouar Invest lance un projet industriel dans la filière des biotechnologies : Anouar Yieldest Additives (AYA), un investissement de 480 millions de dirhams, situé à Jorf Lasfar, El Jadida. Ce projet renforce la présence marocaine dans les biotechnologies appliquées, une branche à plus forte valeur ajoutée, avec des débouchés potentiels tant pour le marché local que pour l'export.



Formation professionnelle : 35 000 stagiaires soutenus

Le ministère de l'Emploi lance une convention pour la formation professionnelle dotée d'un budget de 150 millions de dirhams, pour soutenir 35 000 stagiaires. Cette mesure vise à améliorer l'employabilité d'un large contingent de jeunes, en particulier dans les régions où le chômage est élevé. Elle s'inscrit dans les efforts de renforcement du capital humain

ONEE sous la loupe du Conseil de la concurrence

Le Conseil de la concurrence recommande un « électrochoc » pour l'Office national de l'électricité et de l'eau (ONEE). Après avoir relevé le défi de la disponibilité, il s'agit désormais de maîtriser le coût et d'améliorer l'efficacité du service. L'avis fait écho à la nécessité d'optimiser la gestion, de réduire les pertes et d'accroître la transparence dans un secteur stratégique pour l'ensemble de l'économie.



L'IMMOBILIER MAROCAIN FACE AU FLOTTEMENT DU DIRHAM..

Le débat autour d'un élargissement futur du régime de change nourrit un réflexe quasi pavlovien : se précipiter vers la pierre comme ultime rempart contre l'érosion monétaire potentielle. Ce réflexe est compréhensible mais incomplet. La question décisive n'est pas de savoir si l'immobilier "montera" en valeur faciale après une plus grande flexibilité du dirham, mais si sa valeur réelle – pouvoir d'achat conservé, rendement net, liquidité de sortie – résistera mieux que des alternatives productives ou financières. Dans un scénario de flottement progressif et piloté – ce qui caractérise jusqu'ici l'approche marocaine – l'illusion nominale peut masquer une stagnation ou une érosion silencieuse des performances ajustées de l'inflation et du taux de change effectif.

Dirham plus flexible, marché plus nu ?

Le marché immobilier national est déjà segmenté en micro-écosystèmes aux dynamiques divergentes. Les segments prime (côtier, urbain central, produits patrimoniaux recherchés par capitaux étrangers) peuvent absorber une partie de la demande d'arbitrage de richesse en provenance de détenteurs de liquidités inquiétés par l'avenir

de la parité, ou d'investisseurs internationaux cherchant une diversification géopolitique. Mais cette manne reste conditionnée à la stabilité réglementaire, à la fluidité des procédures de transfert et à la perception d'un risque politique contenu. L'afflux ciblé vers quelques poches rares ne dit rien de la soutenabilité du reste du marché.

Les actifs résidentiels destinés à la classe moyenne supérieure affrontent, eux, un triangle de contraintes : pouvoir d'achat comprimé par l'inflation des postes incompressibles, coût de construction influencé par les importations (acier, composants, matériels électromécaniques) et durcissement implicite de l'accès au crédit si les autorités monétaires doivent lisser des tensions externes. Résultat possible : nominalité rigide (prix affichés qui baissent peu) mais volumes en retrait, délais d'écoulement allongés, concessions discrètes via équipements "offerts" ou facilités de paiement plutôt que baisse frontale. C'est ce gel transactionnel qui piège du capital immobilisé tout en donnant l'illusion d'une résilience.

Le logement abordable et social reste pour sa part amorti par les mécanismes de soutien, la structure des coûts fonciers périphériques et des besoins démographiques persistants (urbanisation, décohabitation)

Toutefois, la moindre élasticité du pouvoir d'achat impose d'innover : densification qualitative, industrialisation constructive (préfabriqué optimisé), efficience énergétique pour réduire le coût total de possession. Sans ces gains de productivité, la simple pression monétaire ne créera pas une explosion saine de valeur : elle risque de creuser un écart entre souhait de propriété et capacité réelle de financement.



À l'opposé, les actifs logistiques, industriels et para-industriels pourraient bénéficier de la stratégie pays d'intégration de chaînes de valeur régionales et de substitution partielle d'importations. Dans un contexte de flottement mieux reflétant les fondamentaux extérieurs, une industrialisation ascendante consolide la demande pour entrepôts normalisés, plateformes frigorifiques, hubs multimodaux. Là se loge un potentiel de rendement plus corrélé à l'économie réelle qu'à la simple thésaurisation immobilière résidentielle.

Entre refuge psychologique et risque de valeur piégée

Le discours comparatif avec des pays ayant connu des dévaluations brusques (chocs inflationnistes, effondrements de confiance) doit être manié avec précaution. Les trajectoires turque ou argentine relèvent de dynamiques de fuite devant la monnaie, catalysant une dollarisation implicite et des hausses immobilières spectaculaires en devise locale, mais parfois décevantes en devise forte ou en termes réels. Un flottement anticipé, phasé et accompagné de garde-fous macroprudentiels produit une configuration différente : arbitrages graduels, opportunités sélectives, absence de panique généralisée.

Pour les détenteurs de capital domestique, trois erreurs sont à éviter : confondre rareté perçue et rareté structurelle (surpayer des biens standardisables), ignorer le coût d'opportunité (immobiliser sans projection de rendement locatif net après fiscalité et entretien), négliger l'ingénierie financière (absence de couverture partielle si exposition à des engagements en devises). Le professionnel aguerri examinera désormais chaque opération en matrice : sensibilité aux importations, intensité énergétique, profondeur de la demande locative, scénarios de sortie à cinq ans sous divers taux de change implicites.

La prochaine phase exige plus de transparence transactionnelle (bases de données fiables, indices segmentés), des véhicules collectifs mieux structurés (OPCI focalisés sur logistique ou productif), une montée en compétences sur l'efficacité opérationnelle des actifs (gestion intelligente, capteurs de consommation, maintenance prédictive). Autrement dit, passer d'un immobilier refuge statique à un immobilier géré comme une classe d'actifs technico-financière.

Le flottement accru du dirham n'est pas une prophétie d'effondrement ni un ticket automatique d'enrichissement patrimonial. C'est un test de maturité : ceux qui remplaceront le réflexe de stockage par une analyse multi-facteurs et une discipline de rendement réel feront la différence. La pierre cessera alors d'être une simple barrière psychologique contre la peur monétaire pour redevenir ce qu'elle devrait toujours être : une infrastructure de création de valeur productive, mesurable et réajustable.

VIVE LA PASTÈQUE MAROCAINE : TRIOMPHE OU MIRAGE ?

Le Maroc s'apprête-t-il réellement à détrôner l'Espagne sur le marché européen de la pastèque ? Derrière les chiffres flatteurs, l'histoire n'est pas seulement celle d'un succès agricole. C'est aussi une bataille commerciale, écologique et sociale. Les exportations marocaines explosent, mais à quel prix et pour qui ?

L'ascension fulgurante du Maroc

En l'espace d'un semestre, le Maroc a imposé sa pastèque comme l'un des fruits les plus convoités des états européens. Entre janvier et juin 2025, pas moins de 130 600 tonnes ont traversé la Méditerranée pour atterrir dans les supermarchés de Paris, Berlin, Bruxelles ou Rome. Une progression spectaculaire de 53,49 % par rapport à la même période en 2024.

Ces chiffres, publiés par Hortoinfo sur la base des statistiques d'Euroestacom, ont fait l'effet d'une petite bombe. Le royaume est désormais deuxième fournisseur de pastèques de l'Union européenne, juste derrière l'Espagne. En valeur, le Maroc a même pris l'avantage, avec 162,43 millions d'euros générés, contre 153,27 millions pour Madrid.

Un producteur de Berkane rencontré lors d'un salon agricole à Meknès résume l'euphorie :

« Nos pastèques partent directement en camion frigorifique vers l'Europe. Les clients ne discutent presque plus le prix, ils veulent du volume et de la qualité. Pour nous, c'est une revanche après des années où nous étions vus comme des outsiders. »

Le revers espagnol

Pendant que le Maroc monte, l'Espagne recule. Le pays ibérique, longtemps champion incontesté du marché européen, a vu ses exportations plonger de 42,47 %, à 150 550 tonnes. En un an, ce sont plus de 111 000 tonnes qui se sont volatilisées. Les producteurs andalous, frappés par des sécheresses historiques, accusent le coup.

Un exportateur espagnol cité par El País lâchait récemment, amer :

« Le Maroc profite de nos malheurs. Nous avons des restrictions d'eau sévères, eux pompent sans limite. Comment rivaliser ? »

à pique n'est pas anodine. Elle révèle un sujet sensible : la disponibilité en eau. Car derrière le duel commercial se cache une autre réalité, celle de l'impact environnemental.

L'or rouge-vert de nos plaines

La pastèque marocaine séduit d'abord par sa qualité. Sucrée, juteuse, calibrée, elle s'impose sur les étals. Le prix moyen payé par les distributeurs européens en 2025 atteint 1,24 €/kg, contre 1,02 €/kg pour la pastèque espagnole. Une différence notable qui témoigne de la confiance croissante dans le produit marocain.

Dans les marchés de gros européens, certains acheteurs n'hésitent pas à affirmer que la pastèque marocaine est désormais perçue comme plus régulière en goût et en aspect. Une victoire symbolique pour les agriculteurs du royaume, qui se battent depuis deux décennies pour hisser leurs fruits au rang de référence internationale.



Mais ce succès a un prix : celui des ressources naturelles.

La question qui fâche : et l'eau dans tout ça ?

Cultiver une pastèque n'a rien d'innocent. Ce fruit, qui semble si léger une fois découpé, est en réalité une véritable « pompe à eau ». On estime qu'un seul kilo de pastèque nécessite entre 200 et 400 litres d'eau pour être produit.

Dans un pays comme le Maroc, déjà frappé par un stress hydrique chronique, la question dérange. Les barrages s'assèchent, les nappes phréatiques reculent, et pourtant les exportations de fruits gourmands en eau continuent de croître.

Dans la région du Souss, un agriculteur nous confie, la voix hésitante :

« Oui, on sait que l'eau manque. Mais on fait quoi ? Si on arrête, on meurt économiquement. Et puis, l'État nous pousse à exporter, c'est la stratégie nationale. »

Voilà toute l'ambiguïté : le succès à l'export est une fierté nationale, mais il alimente un débat brûlant sur la durabilité.

Un marché européen en mutation

La progression marocaine s'explique aussi par une évolution du marché européen. Les consommateurs veulent du fruit toute l'année, à prix compétitif. Les Pays-Bas, troisième fournisseur, importent 65 010 tonnes, mais la majorité ne sont que des réexportations. La Turquie et l'Allemagne complètent le tableau, loin derrière.

Le Maroc profite donc d'une place laissée vacante par l'Espagne et d'une demande structurelle croissante. La proximité géographique, la logistique maritime et routière améliorée, ainsi que des accords commerciaux favorables jouent à plein.

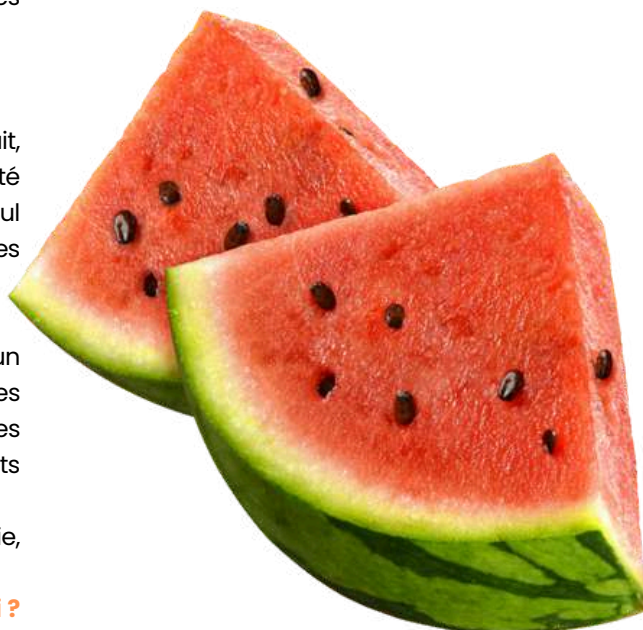
Mais l'Europe n'achète pas les yeux fermés. Les ONG écologistes commencent à tirer la sonnette d'alarme : « importer des fruits qui assèchent des régions entières est-il vraiment durable ? ».

La face sociale du succès

Si les devises générées font les gros titres, qu'en est-il des ouvriers agricoles ? Dans plusieurs exploitations visitées au Gharb, les saisonniers évoquent des conditions de travail éprouvantes : journées de 12 heures sous un soleil écrasant, salaires au ras du SMIG, absence de couverture sociale.

Une ouvrière témoigne, en essuyant la sueur de son front :

« On sait que nos pastèques partent en Europe et qu'elles se vendent cher. Mais nous, on ne voit pas la couleur de cet argent. »



Le succès marocain se construit donc sur une ligne de crête : il fait briller les chiffres macroéconomiques mais laisse en suspens la question de la justice sociale.

Et demain ?

L'histoire de la pastèque marocaine est celle d'un triomphe... pour l'instant. Le royaume a su se hisser sur le podium européen, et même dépasser l'Espagne en valeur. Mais cette victoire est fragile.

Que se passera-t-il si Bruxelles décide de taxer les importations pour des raisons environnementales ? Si les sécheresses au Maroc s'aggravent ? Ou si les consommateurs européens, de plus en plus sensibles aux labels durables, se détournent d'un fruit accusé de « voler l'eau » des populations locales ?

Un expert en commerce agricole prévient :

« Le Maroc doit transformer l'essai. Produire plus ne suffit pas. Il faut produire mieux, avec moins d'eau, et en respectant les droits des travailleurs. Sinon, le succès actuel risque de se retourner contre nous. »

Fierté ou illusion passagère ?

Alors, faut-il se réjouir ou s'inquiéter ? La pastèque marocaine incarne à la fois la réussite d'un secteur agricole conquérant et les contradictions d'un modèle basé sur l'export. Oui, le Maroc brille sur le marché européen. Mais derrière les tonnes et les millions, il reste une question ouverte : combien de temps ce modèle tiendra-t-il ?

La pastèque marocaine est devenue un symbole. Symbole de réussite économique, mais aussi miroir de nos fragilités. Et si la vraie victoire consistait à inventer une pastèque qui nourrit les marchés... sans assécher nos terres ni nos travailleurs ?

ENFIN, NOS DOCTORANTS DÉCOUVRENT L'IA ET LE CLOUD... EN CHINE

DE RABAT À SHENZHEN : LE FUTUR DIGITAL VU DEPUIS PÉKIN

Entre fascination et questionnements, une vingtaine de doctorants marocains ont suivi en août 2025 une immersion technologique à Shenzhen et Dongguan, organisée par Huawei Maroc et le Ministère de l'Enseignement Supérieur. Un pas de géant pour nos chercheurs ? Ou le signe d'une dépendance croissante à des écosystèmes étrangers ?

Quand la Chine devient salle de classe : Quand nos doctorants apprennent l'IA à l'école de Huawei

Du 17 au 27 août, vingt doctorants marocains ont quitté les amphithéâtres de Rabat, Casablanca ou Fès pour plonger dans l'univers high-tech chinois. Ce voyage d'étude n'était pas un simple séminaire académique : il s'agissait d'une immersion complète dans les entrailles d' Huawei et de son écosystème technologique. Shenzhen et Dongguan, deux villes devenues symboles du futur industriel, ont servi de décor à cette première édition d'un programme de formation qui se veut pionnier. L'objectif affiché : armer nos jeunes chercheurs des compétences clés pour affronter l'ère numérique.

Mais derrière la vitrine, plusieurs interrogations demeurent.

Intelligence artificielle : apprentissage accéléré ou rattrapage tardif ?

Durant la première semaine, les doctorants ont découvert de près les dernières architectures en intelligence artificielle. Les conférences ont alterné entre exposés magistraux et démonstrations en conditions réelles, notamment à Longgang Smart City, laboratoire vivant où caméras, capteurs et algorithmes orchestrent la vie urbaine.

« Voir une ville fonctionner grâce aux données, c'est impressionnant... mais cela pose aussi la question de la surveillance permanente », confie un participant sous couvert d'anonymat.

D'un côté, on salue la chance donnée à nos jeunes cerveaux d'accéder à des savoirs de pointe. De l'autre, on ne peut ignorer que ce savoir est filtré, calibré par une multinationale étrangère, avec ses propres priorités industrielles et géopolitiques.

Le cloud computing : promesse d'efficacité ou perte de souveraineté ?

La deuxième semaine a mis le cloud au centre des débats.

Les étudiants ont visité la Huawei Manufacturing Factory, vitrine des chaînes de production automatisées. Le message était clair : sans cloud, plus d'industrie moderne.

Là encore, enthousiasme et prudence se télescopent. Le cloud promet des gains colossaux en efficacité, mais confier ses données à des géants étrangers soulève des inquiétudes sur la souveraineté numérique du Maroc.

Un professeur encadrant l'initiative résume avec justesse : « C'est comme apprendre à conduire une voiture dernier cri... mais dont on ne possède pas encore les clés. »

La transformation digitale vue de Pékin : modèle ou mirage ?

Au fil des visites et des échanges, les doctorants ont observé comment la technologie redessine l'industrie, les services, la logistique et même la santé. Des ingénieurs de Huawei leur ont détaillé les cas pratiques déployés à l'échelle mondiale.

Ce bain technologique a eu l'effet d'un électrochoc pour plusieurs participants. « On réalise à quel point nous avons du retard. Chez nous, la transformation digitale reste souvent un slogan, là-bas, c'est une réalité quotidienne », raconte une doctorante en informatique.



Mais faut-il copier ce modèle chinois, fondé sur une centralisation massive des données et une gestion quasi militaire des infrastructures ? Ou plutôt inventer une voie marocaine, adaptée à notre culture et à nos contraintes ? La question reste entière.

L'inquiétude d'un savoir sous dépendance

Derrière l'enthousiasme, une critique monte : pourquoi faut-il attendre qu'un acteur étranger, fût-il partenaire stratégique, prenne l'initiative de former nos chercheurs ?

Certains experts redoutent une « colonisation numérique douce » : en s'immergeant uniquement dans l'écosystème Huawei, nos doctorants risquent d'adopter une vision technologique biaisée. De plus, la dépendance à des solutions propriétaires pourrait enfermer notre pays dans un schéma où l'innovation locale reste secondaire.

Un enseignant de l'Université Hassan II de Casablanca, sceptique, confie : « Former nos élites à l'étranger est positif, mais à condition de ne pas en faire des ambassadeurs involontaires d'un seul modèle technologique. »

Une opportunité à saisir sans tarder

À l'inverse, d'autres y voient une chance historique. L'accord signé à GITEX Africa 2025 et concrétisé par ce voyage est considéré comme un levier pour l'internationalisation de nos chercheurs.

À l'heure où les grands pays investissent massivement dans l'IA et le cloud, rester en retrait reviendrait à accepter un déclasserement technologique. Cette initiative a le mérite de briser le mur de l'isolement et d'exposer nos doctorants aux standards mondiaux.

« Si nous voulons bâtir une économie numérique solide, il faut former nos jeunes à la source. Et aujourd'hui, la source est en Chine autant qu'aux États-Unis ou en Europe », explique un haut cadre du ministère.

Un pont entre université et industrie ?

Au-delà de la technique, le programme entendait aussi rapprocher deux mondes qui se parlent trop peu au Maroc : l'université et l'entreprise. Les échanges directs avec des chercheurs et ingénieurs de Huawei ont permis aux doctorants de mesurer l'importance des partenariats industrie-recherche.

Cette dimension pratique pourrait inspirer nos universités, encore trop enfermées dans un modèle académique abstrait, parfois déconnecté des besoins réels du marché.



Quelles retombées pour le Maroc ?

La grande inconnue reste l'impact concret. Ces vingt doctorants vont-ils transformer leur expérience en projets tangibles au Maroc ? Ou cette immersion restera-t-elle un souvenir prestigieux mais sans suite ?

Tout dépendra de la capacité de nos institutions à capitaliser sur cette dynamique : encadrer les doctorants à leur retour, créer des passerelles avec les start-up locales, financer la recherche appliquée, et surtout éviter que ces talents ne soient happés par des carrières internationales loin du pays.

Opportunité ou dépendance ?

Cette initiative révèle à la fois notre soif de rattraper le train technologique et notre vulnérabilité face aux géants mondiaux.

La formation en Chine n'est ni une panacée ni un piège inévitable : elle est une étape. Reste à savoir si le Maroc saura transformer ce cadeau technologique en moteur de souveraineté numérique, ou si nos chercheurs reviendront avec des valises pleines de rêves... mais sans clés pour les réaliser.

CAP SUR L'IMPASSE ? QUAND LA DETTE GRIGNOTE L'AVENIR PRODUCTIF DE LA FRANCE..

La France serait-elle “au bord de la faillite” comme l'affirment certains commentateurs ? La formule frappe les esprits mais elle brouille l'analyse.

Un État souverain au sein de la zone euro ne “tombe” pas en faillite comme une entreprise ; en revanche, il peut entrer dans une zone de vulnérabilité où la combinaison dette, déficit structurel et croissance molle accroît le coût du financement et restreint sa marge politique. C'est précisément le risque que la France voit se matérialiser.

Pour une lecture lucide des chiffres : Dette, déficit, exode fiscal

La dette publique brute avoisine désormais un niveau équivalant à un peu plus de 110 % du PIB (selon les dernières données disponibles), soit un stock dépassant les 3 000 milliards d'euros ; exprimé en dollars courants, on approche effectivement les 3,5-3,9 trillions selon le taux de change. Le problème n'est pas seulement le stock : c'est la dynamique. Le déficit reste élevé, au-delà du seuil de 3 % théoriquement inscrit dans les règles européennes, et surtout une large part est “structurelle” – c'est-à-dire non liée à un choc conjoncturel temporaire. Avec la remontée des taux, la charge d'intérêts redevient un poste budgétaire lourd, réduisant l'espace

pour investir dans la transition énergétique, l'éducation ou l'innovation.

L'argument souvent avancé selon lequel “tout le monde est endetté” devient fragile dès lors que l'on observe la trajectoire comparative : plusieurs pays de la zone (Portugal, Espagne, parfois l'Italie sur certaines composantes primaires) ont engagé des ajustements plus crédibles ou renouent avec des réformes productives ciblées.

La France, elle, souffre d'un empilement de dispositifs fiscaux et parafiscaux, d'une instabilité normative et d'un niveau de prélèvements obligatoires parmi les plus élevés de l'OCDE. Cet environnement pèse sur la prévisibilité des marges et favorise l'optimisation géographique des contribuables à hauts revenus et des détenteurs de capital – ce que les rapports sur les flux migratoires de grandes fortunes confirment : une érosion nette du stock de contribuables aisés contribue mécaniquement à fragiliser l'assiette future.

Faut-il alors choisir l'austérité frontale ? Pas nécessairement. Le véritable enjeu est de déverrouiller la productivité totale des facteurs et la capacité d'accumulation de capital repérable dans :

- la simplification radicale des normes (moins d'instabilité, plus de lisibilité pluriannuelle) ;
- une revue exhaustive de la dépense publique, distinguant ce qui est investissement (éducation, numérique, réindustrialisation bas carbone) de ce qui est reconduction inertielle ;
- l'orientation des incitations fiscales non vers la dispersion de subventions sectorielles, mais vers l'amortissement accéléré, l'innovation de process et la sobriété énergétique mesurable ;
- la fluidification du marché du travail (formation continue, certification rapide des compétences, incitations au retour à l'emploi plutôt que trappes de dépendance) ;
- un cadre capitaliste plus accueillant pour l'épargne longue domestique (assurance vie, retraite, capital-investissement productif), afin de financer l'amont industriel.



Le discours alarmiste sur "l'effondrement imminent" masque que la France dispose encore d'atouts structurels : base démographique plus jeune que l'Allemagne, infrastructures, système de recherche, écosystème deeptech en montée. Mais ces atouts s'érodent si la confiance fiscale et réglementaire s'affaïsse. Les marchés sanctionnent rarement du jour au lendemain ; ils ajustent la prime de risque. Une dérive progressive suffit à rogner la crédibilité, ce qui renchérit la dette et enclenche un cercle pernicieux.

Pour les diasporas – y compris les Marocains établis en France – la question n'est pas seulement macroéconomique : elle touche à l'environnement entrepreneurial, à la valorisation des compétences transméditerranéennes et à la capacité de créer des ponts industriels (agro, énergie, services numériques) entre la France et l'Afrique du Nord. Une France qui stabilise ses finances tout en réorientant son modèle productif reste un levier pour les transferts technologiques et les chaînes de valeur euro-africaines. Une France immobile perd ce rôle au profit d'autres hubs (Madrid, Amsterdam, Milan, voire certains centres d'Europe centrale).

Le récit national gagnerait à passer d'une dialectique "rigueur versus relance" à une matrice "qualité de la dépense versus soutenabilité" et "densité d'innovation versus pression normative". Autrement dit : produire mieux avant de taxer plus, investir avant de subventionner, simplifier avant de légiférer davantage. Sans ce recentrage, l'argument de la "faillite" continuera de prospérer dans l'espace médiatique – non parce qu'il est techniquement exact, mais parce qu'il captera l'exaspération face à l'illisibilité de la trajectoire.

La fenêtre d'action existe : clarifier une trajectoire pluriannuelle de réduction graduelle du déficit primaire, sanctuariser l'investissement transformant, cibler la fiscalité sur la base mobile tout en renforçant la coopération européenne contre les arbitrages agressifs. C'est moins spectaculaire qu'un slogan, mais c'est la seule manière d'inverser une perception qui, sinon, s'enkysera.



MAROC : DES PROGRÈS INDÉNIABLES FACE À LA PAUVRETÉ, MAIS DES INÉGALITÉS TENACES

« Il n’y a de place, ni aujourd’hui, ni demain pour un Maroc avançant à deux vitesses. » Ces mots, tirés du discours du Trône de 2025, résument à eux seuls l’enjeu majeur auquel le Royaume est confronté : transformer ses succès en matière de développement humain en une prospérité partagée par tous.

Une trajectoire ascendante, malgré les crises

Depuis le début des années 2000, le Maroc a accompli des avancées notables. Le revenu disponible brut par habitant a plus que doublé en deux décennies, passant d’environ 11 000 dirhams en 2000 à près de 27 000 dirhams en 2023. Cette évolution a soutenu une amélioration tangible du pouvoir d’achat, même si les rythmes de croissance se sont essouffés après 2014 et que la pandémie de Covid-19 a provoqué une chute brutale du niveau de vie en 2020

Le pays a aussi franchi un cap historique en 2023 en intégrant, pour la première fois, la catégorie des pays à développement humain élevé, avec un indice (IDH) de 0,710. Ce bond de plus de 50 % depuis 1990 traduit des efforts constants dans l’éducation, la santé et la protection sociale

Quasi-éradication de l’extrême pauvreté

Sur le front de la pauvreté, le Maroc affiche des résultats impressionnants. L’extrême pauvreté – définie par un seuil international de 1,9 dollar par jour – est aujourd’hui quasiment éradiquée, ne touchant plus que 0,3 % de la population en 2022. En milieu urbain, elle frôle désormais l’insignifiance (0,04 %) a pauvreté absolue, qui touchait encore 15 % des Marocains en 2001, est tombée à 1,7 % en 2019, avant de remonter à 3,9 % en 2022 sous l’effet conjugué de la pandémie, de l’inflation et de la sécheresse. Cette remontée a particulièrement affecté les villes : le nombre de pauvres urbains a été multiplié par cinq entre 2019 et 2022

Vulnérabilité et fragilisation de la classe moyenne

La vulnérabilité économique, c’est-à-dire le risque de basculer dans la pauvreté, est devenue une réalité prégnante, surtout en milieu urbain. En 2022, près de 4,7 millions de Marocains étaient considérés comme vulnérables, contre 2,6 millions en 2019. Près de la moitié de cette population vit désormais en ville, un basculement inédit dans l’histoire sociale du pays. Cette dynamique interroge la solidité de la classe moyenne, longtemps moteur de la consommation et de la stabilité. Les crises successives ont fragilisé son pouvoir d’achat, réduisant sa capacité à jouer son rôle d’amortisseur social.

Les inégalités, un défi persistant

L’évolution des inégalités sociales au Maroc peut se lire en trois temps. Entre 2001 et 2014, elles ont reculé modérément grâce à une croissance plus inclusive. Entre 2014 et 2019, la tendance s’est accentuée, l’indice de Gini passant de 39,5 % à 38,5 %. Mais la crise de 2020 a inversé la courbe : en 2022, l’indice est remonté à 40,5 %, proche du niveau du début des années 2000

Cette dégradation s’est surtout traduite dans les dépenses alimentaires. Les ménages les plus modestes ont dû réduire davantage leur consommation de base, creusant un écart avec les plus aisés. La vulnérabilité urbaine et la fragilité des classes moyennes illustrent cette nouvelle géographie de l’inégalité.



Une pauvreté multidimensionnelle en recul

Si les inégalités monétaires persistent, la pauvreté dite « multidimensionnelle » – qui inclut l'éducation, la santé et les conditions de vie – a reculé. Entre 2014 et 2024, elle est passée de 11,9 % à 6,8 % au niveau national. Le milieu rural reste cependant le plus concerné : 13 % des habitants y sont encore affectés, contre seulement 3 % en zone urbaine

Les progrès enregistrés s'expliquent principalement par l'amélioration du capital scolaire, suivie des conditions de vie et de la santé. Mais les déficits éducatifs demeurent la principale source de pauvreté multidimensionnelle, représentant près de la moitié des privations subies.

Des avancées contrastées pour les femmes

Le Maroc a aussi progressé sur l'équité de genre. L'indice d'inégalité de genre (GI) est passé de 0,444 en 2010 à 0,438 en 2023. La représentation féminine au Parlement atteint désormais 21 %, contre moins de 1 % dans les années 1990. La scolarisation des filles a bondi, au point qu'elles achèvent désormais le collège plus souvent que les garçons

Mais ces avancées restent incomplètes. Le taux d'activité des femmes plafonne à 19 %, l'un des plus bas de la région. Leur IDH n'atteint encore que 86 % de celui des hommes. En d'autres termes, malgré des lois progressistes et des réformes ambitieuses, la participation économique des femmes demeure le talon d'Achille du développement marocain.

Un appel à une nouvelle génération de politiques territoriales

Face à ces contrastes, le discours royal insiste sur la nécessité de dépasser les approches sectorielles cloisonnées pour adopter une vision territoriale intégrée. La régionalisation avancée, la solidarité entre territoires et l'évaluation participative des politiques publiques apparaissent comme les clés d'un développement équitable.

Le Maroc a prouvé qu'il pouvait éradiquer l'extrême pauvreté et rejoindre le club des pays à développement humain élevé. Le défi est désormais de consolider ces acquis et d'empêcher les reculs, en particulier dans les villes et parmi les classes moyennes. Plus que jamais, le pays doit conjuguer croissance, équité et durabilité pour éviter de devenir cette nation à « deux vitesses » que redoute son Souverain.



POURQUOI DONALD TRUMP VEUT PRENDRE LE CONTRÔLE DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE DES ETATS-UNIS ?

Il faut souligner qu'un gouverneur de la Fed, annoncé comme possible successeur de Powell, réclame une baisse de taux comme Trump et que d'autres assurent que la Fed restera indépendante !

Attaques répétées de Trump contre le président de la Fed

Donald Trump, qui estime avoir son mot à dire sur la politique monétaire, et souhaite régulièrement que la Fed baisse ses taux d'intérêt, tente de saper certains de ses plus hauts responsables. Après avoir invectivé pendant des mois le président de l'institution, Jerome Powell, qu'il avait pourtant lui-même nommé à ce poste pendant son premier mandat, le président américain essaie désormais de faire révoquer une des gouverneures, Lisa Cook, accusée par le camp présidentiel d'avoir menti pour obtenir des emprunts immobiliers à taux plus favorables.

Le président américain tente actuellement de révoquer la gouverneure de la Fed Lisa Cook, accusée par le camp présidentiel d'avoir menti pour obtenir des emprunts immobiliers à des taux plus favorables. L'affaire est devant la justice américaine. Le départ de la responsable offrirait au chef de l'État la possibilité de nommer une nouvelle personnalité partageant ses idées !



Christine Lagarde alerte sur un «danger très sérieux» si Donald Trump prenait le contrôle de la politique monétaire américaine

Diktat sur la politique monétaire !?

Pour éviter davantage de confusion et d'instabilité pour l'économie mondiale, Christine Lagarde, Présidente de la Banque centrale européenne, défend l'indépendance des banques centrales

La présidente de la BCE rappelle que l'indépendance de la Réserve fédérale est essentielle pour garantir la stabilité des prix aux États-Unis. Selon elle, une remise en cause de cet équilibre aurait des conséquences bien au-delà des frontières américaines.

La présidente de la BCE Christine Lagarde a jugé, en effet, qu'une prise de contrôle de la politique monétaire américaine par Donald Trump serait «un danger très sérieux» pour l'économie américaine et mondiale.

«S'il y arrivait, c'est un danger très sérieux pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale», a-t-elle affirmé sur Radio Classique, r

appelant que la politique de la banque centrale américaine (Fed) a évidemment des effets sur les États-Unis pour maintenir la stabilité des prix et pour assurer l'emploi optimal».

«Si elle dépendait du diktat de tel ou tel», a continué Christine Lagarde, «l'équilibre de l'économie américaine, et par voie de conséquence les effets que ça aurait dans le monde entier seraient très préoccupants».

Christine Lagarde a cependant ajouté que ce sera «très difficile» pour Donald Trump de parvenir à une telle situation, parce que «la Cour suprême des États-Unis qui est largement respectée dans le pays et dont j'espère qu'elle sera respectée par lui aussi, a précisément indiqué qu'un gouverneur de la Fed ne peut être révoqué que pour faute grave».

«Il faut quand même pousser le bouchon très loin pour être révoqué pour faute grave», a-t-elle estimé. «Donc je pense que ça sera très difficile pour lui d'arriver parmi le conseil des gouverneurs qui rassemble les sept qui sont à Washington» plus ceux des banques régionales américaines «à faire complètement tourner la majorité», a ajouté la présidente de la BCE.

LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...
QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



Alors que la Banque d'Angleterre abaisse son taux directeur face à une économie à la peine, le dollar est plombé par les nouvelles attaques contre l'indépendance de la Fed

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, quant à lui, s'est dit «très inquiet» des pressions de Donald Trump sur la Fed !

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Andrew Bailey, s'est dit «très inquiet» des menaces sur l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed) face aux dernières pressions exercées par le président américain Donald Trump.

«Il s'agit d'une situation très grave», a déclaré Andrew Bailey au Parlement britannique, rejoignant des inquiétudes déjà exprimées par la présidente de la BCE Christine Lagarde.

«Il s'agit d'une situation très grave, et je suis très préoccupé», a déclaré Andrew Bailey au Parlement britannique, rejoignant les inquiétudes exprimées lundi par la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde.

Donald Trump s'est également attaqué à plusieurs reprises au patron de la Fed, Jerome Powell, qui tarde selon lui à baisser les taux américains. La Fed est une «banque centrale de premier plan», qui «s'est forgée une solide réputation d'indépendance et de capacité décisionnelle», a rappelé le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Toucher à cette indépendance constitue selon lui «une voie très dangereuse».

«Je prends donc très au sérieux les menaces qui pèsent sur ce sujet», a-t-il indiqué. Plus tôt cette semaine, la présidente de la BCE Christine Lagarde avait jugé qu'une prise de contrôle de la politique monétaire américaine par Donald Trump serait «un danger très sérieux» pour l'économie américaine et mondiale.

Si la Fed a laissé ses taux inchangés en juillet dans une fourchette entre 4,25% et 4,50%, le marché estime qu'elle devrait les abaisser à l'issue de sa prochaine réunion des 16 et 17 septembre. De son côté, la Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur à 4% en août, à l'issue d'un vote serré, pour soutenir une économie à la peine.

La réserve fédérale a perdu le contrôle sur le marché du travail !

Déficit commercial qui se creuse, créations d'emplois divisées par deux... Les mauvais chiffres s'accumulent pour Donald Trump !

La balance commerciale américaine a vu son déficit s'accroître de 78 milliards de dollars en juillet mais ce sont surtout les créations d'emplois qui inquiètent. En août, 54.000 emplois ont été créés dans le secteur privé, contre 106.000 en juillet, selon l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab

Les mauvaises nouvelles pleuvent pour Donald Trump. Jeudi dernier, deux mauvais indicateurs sont venus ternir son bilan des six premiers mois de mandat. D'abord sur le front de l'emploi. Les créations ont nettement ralenti dans le secteur privé aux Etats-Unis en août, selon une enquête publiée jeudi à la veille de la publication des chiffres officiels sur le marché du travail américain.

La publication sur l'emploi privé est considérée comme un baromètre plus ou moins fiable des chiffres officiels, qui seront publiés vendredi. Le mois dernier, 54.000 emplois ont été créés dans le secteur privé, contre 106.000 en juillet, selon l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab.

Les marchés s'attendaient à environ 75.000 créations d'emploi, selon le consensus publié par MarketWatch. L'année a démarré avec une forte croissance de l'emploi, mais cette dynamique a été freinée par l'incertitude", observe Nela Richardson, l'économiste responsable de l'enquête, citée dans le communiqué. Ensuite, c'est la balance commerciale de juillet qui a été dévoilée.

Or le déficit des Etats-Unis s'est de nouveau creusé au mois de juillet, sous l'effet d'une hausse notable des importations, juste avant l'entrée en vigueur des droits de douane présentés improprement comme "réciproques" par le président américain Donald Trump.

Au mois de juillet, la balance commerciale américaine des biens et services a vu son déficit progresser de 78,3 milliards de dollars, selon les données publiées jeudi par le département du Commerce, soit une hausse de 32,5% par rapport au mois de juin. Importations en hausse.



Dans le détail, les importations ont progressé de 5,9%, alors que les exportations n'ont enregistré qu'une légère hausse, de 0,3%, sur la même période.

La hausse se concentre principalement dans les équipements pour les entreprises, qui concernent les ordinateurs, équipements télécoms ou machines-outils, ainsi que dans les matières premières, l'or en tête, un phénomène déjà observé lors de la précédente forte hausse des importations par anticipation avant les nouveaux droits de douane, en mars dernier.

Si l'on s'attarde sur la répartition géographique, le déficit commercial avec la Chine est reparti en hausse, à 14,7 milliards de dollars, mais n'est plus le plus important. Cette tendance se confirme depuis plusieurs mois désormais et souligne le ralentissement des échanges entre les deux premières puissances économiques mondiales.

Le Mexique (16,6 milliards de dollars) et surtout le Vietnam (16,1 milliards de dollars) paraissent les pays qui profitent le plus de la réorientation des flux commerciaux vers les Etats-Unis, le déficit commercial avec l'Union européenne continuant lui de se réduire (8,6 milliards de dollars).

A l'équilibre avec la France

Concernant les pays européens, le déficit continue de se concentrer sur les mêmes pays, d'abord l'Allemagne, l'Irlande et l'Italie, alors que les échanges avec la France sont dorénavant quasiment à l'équilibre (300 millions de dollars de déficit commercial américain).

Si les chiffres de la balance commerciale concernent une période antérieure à l'entrée des droits de douanes, ce sont bien les chiffres de l'emploi qui vont inquiéter Donald Trump. Selon Nela Richardson, "plusieurs facteurs peuvent expliquer le ralentissement des embauches, notamment des pénuries de main-d'oeuvre, la frilosité des consommateurs ou les bouleversements liés à l'IA" (intelligence artificielle).

Les données de vendredi seront scrutées de près, le rapport précédent ayant brossé un tableau négatif et mis en colère le président Donald Trump, qui a limogé la responsable du service statistiques.

Selon le rapport ADP, la plupart des créations d'emploi sont restées concentrées dans les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie en cette période estivale (50.0000)

A l'inverse, des emplois ont été détruits dans les secteurs de la logistique et de l'industrie, chahutés par l'offensive protectionniste du président Donald Trump qui a significativement relevé les droits de douane.

Trump coupe 5 milliards de dollars d'aide internationale, renforçant le risque d'un shutdown

La Maison Blanche avait annoncé vendredi que Donald Trump demandait au Congrès de supprimer 4,9 milliards de dollars supplémentaires d'aide internationale. Une mesure qui accroît considérablement le risque d'une paralysie budgétaire de l'État fédéral à la fin septembre.

Maintenant, pour conclure, pourquoi et comment Donald Trump veut avoir le contrôle de la Fed ?

Imposer une baisse des taux d'intérêts, et devenir le maître de la politique monétaire permettrait au président américain de jouer au poker avec la dette américaine et au Monopoly avec les marchés boursiers et d'en tirer profit au maximum.

Dans les faits, l'Amérique ne maîtrise plus sa dette colossale et l'éventualité d'un effondrement du dollar et des cours boursiers explique cet acharnement du locataire de la Maison Blanche.

Ce dernier compte tirer profit de la conjoncture et la géopolitique qu'il impose à la planète, comme tout Cow-boy qui se respecte, et après moi le déluge.!



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



FEU D'ARTICLES !

FIN JUIN 2025, VOTRE PORTAIL
LODJ.MA FÊTE TROIS JALONS MAJEURS

50 000 ARTICLES PUBLIÉS
10 MILLIONS DE LECTURES
5000 CONTRIBUTIONS

TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

MERCI DE VOTRE CONFIANCE
POURSUIVONS ENSEMBLE CETTE AVENTURE !

www.lodj.ma



SCAN ME!



L'actualité est sélectionnée et envoyée mensuellement
via Newsletter à nos 300000 abonnés.
L'information est également publiée quotidiennement
sur sur Google Actualités.

@lodjmaroc

